



# L'OPERATEUR D'INFRASTRUCTURES TELECOMS LEADER EN GUINEE

Hébergez  
vos données et équipements  
critiques dans le Data center de GUILAB

Mail : contact@guilab.com.gn  
Site web : www.guilab.com.gn  
Tel : +224 628 222 100



## Journal des Appels d'Offres & Offres d'Emplois



N°698 / LUNDI 16 SEPTEMBRE 2024

Hebdomadaire / www.jaoguinee.com

Prix : 3000 GNF

## APPELS D'OFFRES

### MMG / MEDD

- PUBLICATION D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ.....P/03
- PUBLICATION D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ.....P/03
- PUBLICATION D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ.....P/04
- PUBLICATION D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ.....P/04
- AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTÉRÊT.....P/05



### MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES UGP BAD

- PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE MARCHÉ.....P/06
- PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE MARCHÉ.....P/07
- PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE MARCHÉ.....P/08

### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE PADAG

- AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL.....P/10



### MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE FAP GAZ

- PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION PROVI-SOIRE DE MARCHÉ.....P/10

### MINISTÈRE DES POSTES DTFA/ WARDIP

- AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTÉRÊT.....P/14/15/16/17

### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE PADAG

- AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTÉRÊT.....P/18



### CATALOGUE DE VENTE DE MACHINES D'OCCASIONS

CAT 345 EC 360  
CAT 330 EC 290 D7H



Bureau + Directions :  
+224 625 25 30 30 / +224 625 25 30 50  
+224 625 25 30 41 BP : 3720 Coléah- Domino  
Auto- Route Conakry



### UGANC

- AVIS D'APPEL D'OFFRES.....P/18

# SCOOP GUINEE

## Conseil



## Comment éduquer son enfant avec bienveillance

## OFFRES D'EMPLOIS



### SAG

- AVIS DE RECRUTEMENT.....P/09
- AVIS DE RECRUTEMENT.....P/09



### SMFG

- AVIS DE RECRUTEMENT.....P/11
- AVIS DE RECRUTEMENT.....P/12
- AVIS DE RECRUTEMENT.....P/13



**Jouez** de manière  
responsable

## Nos Missions

1. Protéger les mineurs
2. Protéger les intérêts des parieurs
3. Informer et sensibiliser sur le jeu responsable
4. Lutter contre les sites illégaux et la fraude
5. Auditer les flux financiers du secteur des jeux
6. Organiser le secteur des jeux
7. Autoriser toutes formes des jeux
8. Contrôler le respect des lois et règlements
9. Surveiller le secteur des jeux et règlementer
10. Réguler la concurrence dans le secteur



CONSEILS  
DU JOUR

# Comment éduquer son enfant avec bienveillance

Une discipline positive pour une meilleure santé mentale et physique, et une enfance heureuse.

Tout parent, à un moment ou à un autre, est en proie au doute quant à la manière d'éduquer son enfant. En effet, lorsqu'il faut s'occuper d'un bébé qui pleure ou d'un adolescent en colère, il est parfois très difficile de garder son calme. Pour autant, personne ne souhaite en arriver aux cris ou à la violence, qui ne résolvent en rien les problèmes.

Heureusement, il existe d'autres méthodes plus efficaces, telles que la discipline positive. Nous nous sommes entretenus avec Lucie Cluver, professeur à l'Université d'Oxford, spécialiste de l'aide sociale à la famille et à l'enfance et mère de deux jeunes garçons, pour comprendre comment cette approche pouvait aider les parents à établir des relations positives avec leurs enfants et leur enseigner les notions de responsabilité, de coopération et d'autodiscipline.

À quoi sert la discipline positive ?

« A priori, aucun parent ne souhaite crier, ni frapper ses enfants ; mais cela nous arrive parfois lorsqu'on est stressé et qu'on ne voit pas d'autre issue », explique la professeur.

Les données probantes sont claires : les cris et les coups ne servent à rien, si ce n'est à faire plus de mal que de bien à long terme. S'ils sont répétés, ils génèrent un « stress toxique » permanent qui peut avoir des conséquences néfastes sur le reste de la vie de l'enfant et l'exposer à un risque accru de décrochage scolaire, de dépression, de consommation de drogues, de suicide et de maladies cardiaques.

D'après Lucie Cluver, cela revient au même que de prescrire un médicament alors qu'on sait qu'il ne fonctionne pas et qu'il rend malade. « Quand quelque chose ne marche pas, il faut chercher une autre solution », ajoute-t-elle.

Plutôt que d'insister sur la punition et sur l'interdit, la discipline positive met l'accent sur le développement d'une relation parent-enfant saine et sur la mise en place de règles claires en matière de comportement. Et la bonne nouvelle pour tous les parents, c'est que cette méthode fonctionne ! Voici donc quelques conseils pour commencer à la mettre en pratique :

1. Passer du temps en tête-à-tête avec son enfant

Une bonne relation demande qu'on lui consacre du temps, qui plus est lorsqu'il s'agit de ses enfants. « 20 minutes par jour suffisent, même cinq. Il est possible d'associer ce temps partagé à une autre activité, comme chanter en faisant la vaisselle par exemple, ou discuter en étendant le linge », pour-

suit la professeur. « Ce qui importe c'est de porter son attention sur l'enfant. Éteignez votre téléviseur, coupez votre portable, mettez-vous à leur niveau et passez du temps uniquement avec eux ».

2. Insister sur le positif

En tant que parents, nous prêtons souvent davantage attention aux aspects négatifs du comportement de nos enfants, que nous ne manquons pas de leur faire remarquer. Ces derniers, pouvant y voir un moyen d'attirer notre attention, ont alors tendance à perpétuer leur mauvaise conduite plutôt qu'à y mettre un terme.

Pourtant, les enfants adorent qu'on les complimente : cela leur permet de se sentir aimés et uniques. « Soyez attentifs aux moments où votre enfant fait quelque chose de bien et félicitez-le, même s'il ne s'agit que de cinq minutes passées à jouer calmement avec son frère ou sa sœur. Cela encourage chez lui l'envie de bien se comporter, et vous évite ainsi de multiplier les rappels à l'ordre », précise L. Cluver.

3. Fixer des règles claires

« Dire à son enfant ce qu'on attend précisément de lui s'avère beaucoup plus efficace que de lui dire ce qu'il ne doit pas faire. Quand on demande à un enfant de ne pas faire de bêtises, ou d'être sage, il ne comprend pas nécessairement ce qu'on attend de lui. À l'inverse, des instructions claires, telles que "ramasse tes jouets et remets-les dans la boîte, s'il te plaît", lui indiquent précisément ce qu'il doit faire et augmentent les chances que l'enfant fasse effectivement ce qu'on lui demande ».

« Il est toutefois important de fixer des règles raisonnables. Si exiger d'un enfant qu'il ne fasse pas de bruit pendant des heures semble compliqué, cela est néanmoins envisageable pendant les quelques minutes dont vous aurez besoin pour passer un appel. On sait de quoi nos enfants sont capables, il faut simplement en tenir compte et ne pas leur demander l'impossible », explique Lucie Cluver.

4. Distraire de manière créative

« Lorsqu'un enfant se montre difficile, lui proposer une activité plus positive peut s'avérer utile », poursuit-elle. « En focalisant son attention sur autre chose – en changeant de sujet, en faisant un jeu, en le conduisant dans une autre pièce ou en l'emmenant en promenade, par exemple – on peut arriver à ce qu'il réoriente son énergie vers un comportement positif ».

Le moment auquel on intervient est également primordial. Pour éviter le caprice, il convient d'être attentif au comportement de l'enfant pour pouvoir agir dès que les choses s'enveniment. Déceler l'instant où l'enfant commence à s'agiter, à s'énerver ou à convoiter le même jouet que son frère ou sa sœur permet en effet d'agir avant que la situation ne dégénère.

5. Sanctionner dans le calme

Grandir consiste, en partie, à comprendre que les actes sont suivis de conséquences. Expliquer cette relation de cause à effet à un enfant est un procédé assez simple pour l'encourager à mieux se comporter tout en lui enseignant la notion de responsabilité.

[journaldesappelsdoffres@yahoo.fr](mailto:journaldesappelsdoffres@yahoo.fr) / [journaldesappelsdoffres@gmail.com](mailto:journaldesappelsdoffres@gmail.com)

N° de compte B.I.G : 004 000 1571000601 67

J.A.O - N° 253/PR/TPI/K/C/2011 - BP/ 4034 Conakry / Quartier Sandervalia

ADMINISTRATEUR GENERAL:

Directeur de Publication

Ahmed Chamsoudine Cherif

664 23 78 73 / 655 23 78 73 / 628 23 78 73

RESP. COMMERCIAL ET LOGISTIQUE:

Lancine Condé

620 63 12 92

Administrateurs

Alpha S Bah Fisher: 666 35 64 42

COMPTABILITE & ABONNEMENT:

Mohamed Maciré Conté

621 35 93 03 / 666 32 58 76

MONTAGE /GRAPHISME/INFOS

Fodé Abdoulaye Camara

Aka Moriah

664 932 996 / 625 242 334

cfodeabdoulaye@gmail.com

fodeabdoulayec07@gmail.com

Impression: Vision 2000 Communication Plus

SA  
FRI CAR SA

Société

Africaine

de Courtage d'Assurances et de

Réassurances

Member of the GIB Africa Alliance

Votre Assureur conseil en toutes branches  
COURTAGE, SERVICING BROKER ET AUDIT  
D'ASSURANCES

Email : [safricar@yahoo.fr](mailto:safricar@yahoo.fr), Site : [www.safricar.com](http://www.safricar.com)

Contact : 628 13 29 91 / 664 22 62 56 / 664 46 36 46

Almamy, Commune de Kaloum Immeuble FMR "AIR WELL"

CONFIEZ NOUS VOS ASSURANCES ET DORMEZ SUR LES DEUX OREILLES

REPUBLIQUE DE GUINEE  
Travail Justice Solidarit



MINISTERE DES MINES  
ET DE LA GEOLOGIE

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT  
DURABLE

PROJET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES,  
MINIERES ET DE L'ENVIRONNEMENT  
(PGRNME)

Financement Banque Mondiale : Crédit IDA n° 6885 GN et Don IDA n° 8190 GN  
**PUBLICATION D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ**

**I. Identification du Client/Projet et du marché**

- Nom et adresse du client/Projet : Unité de Gestion du Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Minière et de l'Environnement (PGRNME), sise dans la Commune de Ratoma, Quartier Taouyah, Résidence ALIMOU, Conakry-République de Guinée, Tél : +(224) 623 493 350/622 200 224,

Email : oussoubasory@gmail.com

- Description du Marché : Assistance Technique à long terme en faveur de l'Agence Guinéenne d'Evaluations Environnementales (AGEE)-Projet PGRNME/Banque Mondiale)
- Méthode de Passation : Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC)

**II. Informations sur tous les consultants ayant remis des propositions**

N°	Nom des consultants	Proposition financière à l'ouverture des plis	Montant évalué des propositions financières (monnaie de la proposition)	Montant des propositions financières (monnaie de l'évaluation)
1	Groupement SCET TUNISIE/ OREADE BRECHE	786 900 Euro et 1 334 011 824 GNF	786 900 Euro et 1 334 011 824 GNF	8 480 796 499,11 GNF
2	Cabinet GINGER SOFRECO	901 480 Euro	901 480 Euro	8 187 423 368,81 GNF

**III. Informations sur tous les consultants dont les propositions ont été écartées**

N°	Nom des consultants	Statut de la proposition	Motif du rejet
1	Groupement PROJEKT Consult & SYLVATROP Consulting & GFA Consulting Group 82 DE-22359 Hamburg Téléphone : +49 40 6 03 06 – 740 E-mail: <a href="mailto:info@projekt-consult.de">info@projekt-consult.de</a>	Rejetée	Note technique obtenue inférieure à la note technique minimum de qualification spécifiée dans les Données particulières de la Demande de Propositions
2	Groupement INSUCO & BIOTOPE Corniche Sud – Immeuble Fawaz, 6e étage, Téléphone : (+224) 610 10 52 55 Conakry/Guinée	Rejetée	Note technique obtenue inférieure à la note technique minimum de qualification spécifiée dans les Données particulières de la Demande de Propositions

**IV. Informations sur le consultant dont la proposition est retenue**

N°	Nom et adresse du consultant	Montant total final du contrat et	Résumé de l'objet du contrat	Durée du contrat
	Cabinet GINGER SOFRECO 92-98 bd Victor Hugo   92115 Clichy/France Téléphone : + 33 1 41 27 95 95 E-mail: <a href="mailto:agro@sofreco.com">agro@sofreco.com</a>	774 810 Euro/HT 789 531 Euro/TTC	Assistance Technique à long terme en faveur de l'Agence Guinéenne d'Evaluations Environnementales (AGEE)	Trois (3) ans

La présente publication d'attribution du contrat fait suite à l'intention d'attribution du marché déjà faite.

Conakry, le 11 Septembre 2024

Le Coordonnateur Adjoint du Projet,

Youssef H. CAMARA



REPUBLIQUE DE GUINEE  
Travail Justice Solidarit



MINISTERE DES MINES  
ET DE LA GEOLOGIE

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT  
DURABLE

PROJET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES,  
MINIERES ET DE L'ENVIRONNEMENT  
(PGRNME)

Financement Banque Mondiale : Crédit IDA n° 6885 GN et Don IDA n° 8190 GN  
**PUBLICATION D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ**

**I. Identification du Client/Projet et du marché**

1	Nom et adresse du client/Projet	Unité de Gestion du Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Minière et de l'Environnement (PGRNME), sise dans la Commune de Ratoma, Quartier Taouyah, Résidence ALIMOU, Conakry-République de Guinée, Téléphone : +(224) 623 493 350/622 200 224, Email : <a href="mailto:oussoubasory@gmail.com">oussoubasory@gmail.com</a>
2	Description du Marché	Elaboration des stratégies de communication et de marketing social pour le MEDD et de ses deux Organismes Publics Autonomes Stratégiques : l'Agence Guinéenne d'Evaluation Environnementale (AGEE) et l'Office Guinéen des Parcs Nationaux et Réserves de Faune (OGPNRF)/PGRNME.
3	Méthode de Passation	Sélection fondée sur les qualifications du Consultant (SQC)
4	Durée d'exécution du contrat	Six (6) mois

**II. Informations sur les soumissionnaires**

**2.1. Informations sur le soumissionnaire retenu**

Nom du soumissionnaire et adresse	Scores obtenu/100 pts	Classement
Groupement Intelligence Groupe/Génix-International/Agence Panafricaine de Communication (APC). Lot N°7 Sicap liberté 6 extension – Dakar Sénégal Tél : (+221) 33 827 13 03 / 77 495 03 03. E-mail : <a href="mailto:intelg.sarl2000@gmail.com">intelg.sarl2000@gmail.com</a>	99	1 <sup>er</sup>

**2.2. Informations sur les candidats évalués et non retenus**

N°	Nom des soumissionnaires et adresses	Scores obtenu/100 pts	Classement
1	Groupement IDEA CONSULT International, IMAGE SBS Immeuble Equinoxe, Bloc B, Rue de La Bourse, 1053 Lac Il Tunis – TUNISIA Téléphone. : + 216 70 021 700- Fax: + 216 71 198 124 E-mail : <a href="mailto:idea@ideaconsult.com.tn">idea@ideaconsult.com.tn</a> Site web : <a href="http://www.ideaconsult.com.tn">www.ideaconsult.com.tn</a>	92,00	2 <sup>ème</sup>
2	Cabinet LOURA CONSULTING GROUP Commune de Matoto-Conakry Téléphone : + 224 622 902 843 / 621 259 361 Email : <a href="mailto:louraconsultinggroup@gmail.com">louraconsultinggroup@gmail.com</a> Web : <a href="http://www.louraconsultinggroup.com">www.louraconsultinggroup.com</a>	75,00	3 <sup>ème</sup>
3	Cabinet PUBLICS AFFAIRE AFRICA 47 Boulevard de Courcelles, 75008 Paris Tél : + 33 626819661 Email : <a href="mailto:adjogan@publicaffairsafrica.com">adjogan@publicaffairsafrica.com</a>	37,00	4 <sup>ème</sup>

**2.3. Informations sur les candidats non évalués**

N°	Nom des soumissionnaires et adresses	Motifs
1	Thioro Codou NIANG Cite Keur Gorgui, Immeuble Holding Baobab Téléphone: +221 77 633 33 75 Email: <a href="mailto:niang.thioro@gmail.com">niang.thioro@gmail.com</a>	Consultant individuel Informations nécessaires à l'évaluation de l'expérience et de la qualification non fournies : expérience générale, expérience spécifique et capacités. CV du personnel fournis, mais pas pris en compte à ce stade de la procédure.
2	Cabinet POLYDEA 8 rue des Lyonnais 75005 Paris Email : <a href="mailto:contact@polydea.eu">contact@polydea.eu</a> Site web : <a href="http://www.polydea.com">www.polydea.com</a>	Informations nécessaires à l'évaluation de l'expérience et de la qualification non fournies : expérience générale, expérience spécifique et capacités. CV du personnel fournis, mais pas pris en compte à ce stade de la procédure.

La présente publication d'attribution du contrat fait suite à l'intention d'attribution du marché déjà faite.

Conakry, le 11 Septembre 2024

Le Coordonnateur Adjoint du Projet,

Youssef H. CAMARA



REPUBLIQUE DE GUINEE  
Travail Justice Solidarit



MINISTERE DES MINES  
ET DE LA GEOLOGIE

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT  
DURABLE

PROJET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES,  
MINIERES ET DE L'ENVIRONNEMENT  
(PGRNME)

Financement Banque Mondiale : Crédit IDA n° 6885 GN et Don IDA n° 8190 GN  
**PUBLICATION D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ**

I. Identification du Client/Projet et du marché

- Nom et adresse du client/Projet : Unité de Gestion du Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Minière et de l'Environnement (PGRNME), sise dans la Commune de Ratoma, Quartier Taouyah, Résidence ALL-MOU, Conakry-République de Guinée, Tél : +(224) 623 493 350/622 200 224,

Email : oussoubasory@gmail.com

- Description du Marché : Mission de conseil pour la création du Fond Fiduciaire de Conservation pour la Guinée/PGRNME/Banque Mondiale)
- Méthode de Passation : Sélection Directe

II. Informations sur le consultant ayant remis des propositions

N°	Nom des consultants	Proposition financière à l'ouverture du plis	Montant négocié de proposition financières
1	Cabinet Biotope SAS 22, Boulevard Maréchal Foch 34140 Mèze/France Téléphone : +33 615 923 467 E-mail : <a href="mailto:nroques@biotope.fr">nroques@biotope.fr</a>	529 100 Euro	518 800 Euro

III. Informations sur tous les consultants dont les propositions ont été écartées : Non applicable

IV. Informations sur le consultant dont la proposition est retenue : Non applicable

La présente publication d'attribution du contrat fait suite à la Notification d'Attribution du Marché déjà faite.

Conakry, le 11 Septembre 2024

Le Coordonnateur Adjoint du Projet,

Youssouf H. CAMARA



REPUBLIQUE DE GUINEE  
Travail Justice Solidarit



MINISTERE DES MINES  
ET DE LA GEOLOGIE

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT  
DURABLE

PROJET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES,  
MINIERES ET DE L'ENVIRONNEMENT  
(PGRNME)

Financement Banque Mondiale : Crédit IDA n° 6885 GN et Don IDA n° 8190 GN  
**PUBLICATION D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ**

I. Identification du Client/Projet et du marché

- Nom et adresse du client/Projet : Unité de Gestion du Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Minière et de l'Environnement (PGRNME), sise dans la Commune de Ratoma, Quartier Taouyah, Résidence ALL-MOU, Conakry-République de Guinée, Tél : +(224) 623 493 350/622 200 224,

Email : oussoubasory@gmail.com

- Description du Marché : Assistance Technique à long terme en faveur de l'Office Guinéen des Parcs et Réserves de Faune (OGPNRF)/Projet PGRNME/Banque Mondiale)
- Méthode de Passation : Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC)

II. Informations sur tous les consultants ayant remis des propositions

N°	Nom des consultants	Proposition financière à l'ouverture des plis	Montant évalué des propositions financières (monnaie de la proposition)	Montant des propositions financières (monnaie de l'évaluation)
1	Groupement GOPA Worldwide Consultants et Grpt JMN Consultant/CJPN International/Allemagne	2.144.282,00 Euro	2 144 328,24 Euro	19 721 799 375,48 GNF
2	Groupement BIOTOPE& Birdlife/France	3 355 480 Euro	3 355 232 Euro	30 885 714 251,18 GNF

III. Informations sur tous les consultants dont les propositions ont été écartées

N°	Nom des consultants	Statut de la proposition	Motif du rejet
	Le Cabinet AGRECO G.E.I.E, Avenue Luise 251, Box 23, B-1050 Téléphone : +32 2 626 33 23 Fax: +32 2 656 35 02 E-mail: <a href="mailto:agreco@agreco.be">agreco@agreco.be</a>	Rejetée	Note technique obtenue inférieure à la note technique minimum de qualification spécifiée dans les Données particulières de la Demande de Propositions

IV. Informations sur le consultant dont la proposition est retenue

N°	Nom et adresse du consultant	Montant total final du contrat	Résumé de l'objet du contrat	Durée du contrat
	Groupement GOPA Worldwide Consultants et Grpt JMN Consultant/CJPN International Hindenburgring 18, 61348 Bad Homburg/Germany Tél : +496172-930508 E-mail : <a href="mailto:nec@gopa.de">nec@gopa.de</a>	1 970 548,67 Euro/HT 2 007 989,08 Euro/TTC	Assistance Technique à long terme en faveur de l'Office Guinéen des Parcs et Réserves de Faune (OGPNRF)	Trois (3) ans

La présente publication d'attribution du contrat fait suite à l'intention d'attribution du marché déjà faite.

Conakry, le 11 Septembre 2024

Le Coordonnateur Adjoint du Projet,

Youssouf H. CAMARA



**SCOOP GUINEE**

**MORIAH LE GRAND**

**Infographe - Graphiste - photographe**

CONCEPTION ET CRÉATION DE  
Logotype - Magazine, Bulletin, Journal, Affiche, Flyers  
Formation en infographiste

**625 24 23 34 / 664 93 29 96**



REPUBLIQUE DE GUINEE  
Travail-Justice-Solidité

MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE (MMG)  
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE (MEDD)

PROJET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES, MINIERES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT (PGRNME)

CREDIT IDA N° 6885 – GN ET DON IDA N° 819 -GN  
SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN  
SPECIALISTE EN PASSATION DES MARCHES EN FAVEUR DU PGRNME (Rediffusion)  
SMI N°003/PGRNME/CI/2024  
**Date de fin : 08 Octobre 2024**

Le Gouvernement de la République de Guinée a reçu un financement de la Banque mondiale pour couvrir les coûts du Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Minières et de l'Environnement (PGRNME), et a l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : Recrutement d'un Spécialiste en Passation des Marchés pour le compte dudit Projet.

1. Position : Placé sous l'autorité/supervision directe du Coordonnateur du Projet, le Spécialiste en Passation des

Marchés sera responsable du système de gestion de la passation des marchés comprenant (i) la planification des opérations de passation des marchés par le biais du nouvel outil dénommé STEP, (ii) le suivi de l'avancement de la mise en œuvre des activités, (iii) le classement électronique et physique des documents de passation des marchés du projet ; (iv) l'analyse des écarts entre les réalisations et les prévisions au niveau du plan de passation des marchés. Il est également responsable de la tenue satisfaisante et diligente de l'ensemble du processus de passation des marchés du projet. Les obligations, les attributions du Spécialiste en Passation de Marchés, les critères de performance sont détaillés dans les Termes de référence du poste mis à la disposition des candidats.

## 2. Qualifications et expériences du candidat

Le candidat doit remplir les critères et qualification suivants :

- Avoir un diplôme universitaire, minimum (BAC + 5) en Passation de marchés, Ingénierie, Droit des affaires, Droit Public, Economie, Gestion, Administration/ Gestion des Entreprises, Sciences Sociales ou tout diplôme équivalent ;
- Avoir participé à un atelier/séminaire formation sur les procédures de Passation des Marchés de la Banque Mondiale durant les six (6) dernières années ;
- Avoir une solide expérience d'au moins cinq (05) ans en Passation des marchés dont : (i) au moins trois (03) ans en qualité de Spécialiste en Passation de Marchés, sur un Projet financé par les Banques ou Institutions multilatérales de développement, notamment la Banque Mondiale ou (ii) quatre (04) ans au moins en tant qu'Analyste Passation des Marchés de projets de développement financés par les Banques ou Institutions multilatérales de développement, notamment la Banque Mondiale ;
- Avoir une expérience avérée au cours des cinq dernières années sur les règles et procédures de la Banque Mondiale, avec l'application du nouveau Règlement de Passation de Marchés de la Banque Mondiale en vigueur depuis 2016 ;
- Avoir une maîtrise de l'outil STEP de la Banque Mondiale (Systematic Tracking of Exchanges in Procurement /Suivi Systématique des Echanges en Achats) ;
- Avoir une aptitude à communiquer aussi bien avec les responsables du projet, que la hiérarchie, les collègues et les Partenaires du Projet (bénéficiaires, structures techniques nationales, bailleurs de fonds) ;
- Avoir une bonne connaissance en informatique, notamment des logiciels courants (Word, Excel, Power Point, E-mail et autres outils de communication) ;
- Avoir une bonne maîtrise du français ;
- Avoir une bonne aptitude pour le travail en équipe.

## 3. Conditions d'emploi et de recrutement

Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'Unité de Gestion du Projet pour une période d'un (1) an renouvelable après évaluation et ce durant toute la durée de vie du projet. S'agissant d'un poste contractuel, il reste entendu que le recrutement de candidat fonctionnaire doit satisfaire aux dispositions ci-après de la clause 3.23 (d) du Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de la Banque Mondiale (Edition Septembre 2023) qui précise que : « Au cas par cas, la Banque peut accepter d'engager des responsables d'administrations publiques et des fonctionnaires du pays de l'Emprunteur dans le cadre de contrats de Consultants dans ledit pays, soit individuellement soit comme membre de l'équipe d'experts proposée par un cabinet de consultants, uniquement lorsque :

- Leurs services sont d'un caractère unique et exceptionnel, ou leur participation est indispensable à l'exécution du projet ;
- Leur engagement ne créera pas de conflit d'intérêts ; et
- Leur engagement n'enfreint aucune loi, réglementation ou politique de l'Emprunteur ».

## 4. Méthode de sélection

Le Spécialiste en Passation de Marchés sera sélectionné suivant la méthode de Sélection de Consultant Individuel (SCI) en application des dispositions du Règlement de Passation des Marchés de la Banque mondiale en vigueur (Edition Septembre 2023) et plus précisément de la clause 7.36 ; « Sélection de Consultants Individuels par mise en concurrence ouverte ».

## 5. Demande de renseignements

Tout autre renseignement complémentaire peut être obtenu par écrit auprès de l'Unité d'Exécution du PGRNME tous les jours ouvrables du lundi au vendredi de 9 heures à 14 heures (heure de Conakry/Guinée) à l'adresse suivante : Monsieur le Coordonnateur de l'Unité d'Exécution du Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Minières et de l'Environnement (PGRNME), sise au Quartier Taouyah, Résidence Alimou, Commune de Ratoma, Tél : 622 20 02 24 Courriels : oussoubasory@gmail.com avec copie obligatoire à youssoufh@yahoo.fr, apm.environs@gmail.com

## 6. Dossiers à fournir

Les dossiers de candidature devront comprendre, au moins, les éléments ci-après :

- Une lettre de motivation datée et signée,
  - Un Curriculum Vitae détaillé daté et signé indiquant le parcours académique et l'expérience professionnelle du candidat. Détailler pour chacune des missions mentionnées, les responsabilités, les tâches accomplies, le nom et l'adresse complète accessible du client, et l'année d'exécution de la mission/référence, etc.
  - Les copies légalisées du ou des diplômes par les autorités compétentes,
  - Les attestations de travail ou tout autre document faisant foi de l'expérience acquise (contrat,...).
7. Lieu et durée de la mission
- Le poste est basé à Conakry (République de Guinée) avec des possibilités de déplacements dans les différentes zones d'intervention du Projet et ailleurs, si nécessaire.
  - La durée du Contrat est d'un (1) an renouvelable comprenant une période d'essai de six (6) mois pour la première année. Le Contrat sera subséquemment renouvelé pour un (1) an chaque année en fonction de la performance, de la nécessité de service, de la disponibilité de ressources et pour une période maximale n'excédant pas la durée du Projet.

## 8. Date, lieu et moyen de remise des dossiers

Les candidatures doivent porter la mention « Candidature pour le Poste de Spécialiste en Passation de Marchés du PGRNME » et être transmises par courrier électronique et en copie dure sous plis fermé au plus tard le Mardi 8 Octobre 2024 à 12 heures (heure de Conakry/Guinée) aux adresses indiquées ci-dessus

Fait à Conakry, le 9 Septembre 2024

Sory KOUYATE



REPUBLICQUE DE GUINEE

GROUPE DE LA BANQUE  
AFRICAINNE DE DEVELOPPEMENT

UNION EUROPEENNE

**MINISTRE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRAVAUX PUBLICS  
DIRECTION NATIONALE DES ROUTES NATIONALES**
**UNITE DE GESTION DES PROJETS TRANSPORTS ( UGP-BAD )**

N/Réf : .357/MITP/DNRN/UGP-BAD/2024

Conakry, le 04 Septembre 2024

**PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE MARCHÉ RELATIF AU RECRUTEMENT DE DEUX (02) ASSISTANTS EN ACQUISITION AU SEIN DE L'UNITE DE GESTION DES PROJETS TRANSPORTS (UGP-BAD)**
**NOTE D'INFORMATION**

Date de publication : 14 juillet 2023

Pays : République de Guinée

Agence d'exécution : Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics / Unité de Gestion des Projets Transports (UGP-BAD).

Nom du Projet : : Projet Reconstruction de la route Coyah-Farmoréah, Frontière Sierra Leone

Numéro de Prêt/Don : Don (FAD) 2100155035816 ; Prêt (FAD) 2100150038293 ; Don (AfIF) 5110155000257

Intitulé du Marché : Recrutement de deux (02) assistants en acquisition au sein de l'Unité de Gestion des Projets Transports (UGP-BAD)

Numéro et nom du lot (si différent du nom de l'AO) : AMI/ N°09C/MITP/CAB/DNRN/UGP-BAD du 10/07/2023

Méthode d'acquisition : Qualification des Consultants (QC)

Préférence nationale (Oui ou Non) : Non

Préférence régionale (Oui ou Non) : Non

Numéro d'appel d'offres de l'Emprunteur : AMI/N° 09C/MITP/CAB/DNRN/UGP-BAD du 10/07/2023

Date de réception par la Banque du projet des TdR &amp; AMI : 28/02/2023

Date d'approbation par la Banque des TdR &amp; AMI : 07/04/2023

Date d'émission des TdR &amp; AMI : 10/07/2023

Date limite de remise des dossiers de candidature : 08/08/ 2023

Date d'ouverture des dossiers de candidature : 08/08/ 2023

Date de réception par la Banque du rapport d'évaluation corrigé des dossiers de candidature : 07/05/2024

Date d'approbation par la Banque du rapport d'évaluation corrigé des dossiers de candidature : 02/07/2024

Date de réception par la Banque des procès-verbaux de négociations et projets de contrats : 16/07/2024

Date d'approbation par la Banque des procès-verbaux de négociations et projets de contrats : 02/09/2024

Nom de l'attributaire N°1 du Marché : Lanssana Kassory TOURE

Nationalité : GUINEE,

Tél : (+224) 625 01 36 84

Email : tourelansanakassory@gmail.com

Honoraires mensuel : 15 000 000 GNF

Date de démarrage du Contrat : A partir de la notification de l'ordre de démarrage des prestations.

Durée d'exécution du Contrat : Douze (12) mois

Résumé de l'objet du Contrat : recrutement de deux (02) assistants en acquisition au sein de l'Unité de Gestion des Projets Transports (UGP-BAD)

Nom de l'attributaire N°2 du Marché : Tamim Dar SYLLA

Nationalité : GUINEE,

Tél : (+224) 624 63 19 53

Email : tamindars@hotmail.com

Honoraires mensuel : 15 000 000 GNF

Date de démarrage du Contrat : A partir de la notification de l'ordre de démarrage des prestations.

Durée d'exécution du Contrat : Douze (12) mois

Résumé de l'objet du Contrat : recrutement de deux (02) assistants en acquisition au sein de l'Unité de Gestion des Projets Transports (UGP-BAD)

Nombre total de candidats retenus sur la liste restreinte : Six (06)

Pour chaque candidat :

Nom : Lanssana Kassory TOURE,

Nationalité : GUINEE,

Tel : (+224) 625 01 36 84

Email : tourelansanakassory@gmail.com

Note technique : 100/ 100 Points

Dossier de candidature accepté / rejeté : accepté

Motif de leur rejet : Classé premier

Nom : Kabinet KOULIBALY,

Nationalité : GUINEE,

Tel : (+224) 621 56 68 85

Email : koulibaly.k48@gmail.com

Note technique : 100/ 100 Points

Dossier de candidature accepté / rejeté : rejeté,

Motif de leur rejet : Classé premier Exæquo et a désisté.

Nom : Tamim Dar SYLLA

Nationalité : GUINEE,

Tél : (+224) 624 63 19 53

Email : tamindars@hotmail.com

Note technique : 95/ 100 Points

Dossier de candidature / rejeté : accepté

Motif de leur acceptation : Classé Troisième

Nom : Kabinet KABA

Nationalité : GUINEE,

Tél : (+224) 664 82 57 33 / 622 42 01 06

Email : rafakkaba@yahoo.fr

Note technique : 95/ 100 Points

Dossier de candidature / rejeté : rejeté

Motif de leur acceptation : Classé Troisième Exæquo.

Nom : Mamadou Louda BALDE

Nationalité : GUINEE

Tél : (+224) 627 441 134

Email : maloudabalde2012@gmail.com

Note technique : 90/ 100 Points

Dossier de candidature accepté / rejeté : rejeté

Motif de leur acceptation : classé Cinquième.

Nom : Oumar CAMARA

Nationalité : GUINEE

Tel : (+224) 621 43 24 90

E-mail : oumarca@yahoo.fr

Note technique : 90 / 100 Points

Dossier de candidature accepté / rejeté : rejeté

Motif de leur rejet : classé Cinquième Exæquo.

**Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics****Direction Nationale des Routes Nationales****Unité de Gestion des Projets Transports (UGP-BAD), sis à l'immeuble MISS POKOU, Appartement 7A, Quartier Téminétaye, Commune de Kaloum, Conakry, République de Guinée.****Téléphones : (+224) 628 68 77 37 / 628 60 51 00****Courriels : amara.diabate@ugp-bad.com/karim.sangare@ugp-bad.com**

N.B. : Tout soumissionnaire qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles son offre n'a pas été sélectionnée doit en faire la demande auprès de l'Agence d'exécution. En tout état de cause, la Banque se réserve le droit de faire examiner toute réclamation d'un soumissionnaire à tout moment à la suite de l'attribution du marché.



Amara DIABATE



REPUBLICQUE DE GUINEE

GROUPE DE LA BANQUE  
AFRICAINNE DE DEVELOPPEMENT

UNION EUROPEENNE

**MINISTRE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRAVAUX PUBLICS  
DIRECTION NATIONALE DES ROUTES NATIONALES**
**UNITE DE GESTION DES PROJETS DE TRANSPORTS (BAD)**

N/Réf : 352/MITP/DNRN/UGP-BAD/2024

Conakry, le 03 Septembre 2024

**PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ RELATIF A L'ACQUISITION DES MOBILIERS  
DE BUREAU ET ACCESSOIRES EN FAVEUR DE L'UGP-BAD**
**NOTE D'INFORMATION**

Date de publication/Transmission : 17 mai 2024

Pays : République de Guinée

Agence d'exécution : Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics / Unité de Gestion des Projets BAD (UGP-BAD).

Nom du Projet : Aménagement de la route Boké-Québo Phase1/Lot2 (41km)

Numéro de Prêt/Don : 2100 150 040 294 / 2100 155 038 320/ 5110 155 000 102/

5900 155 014 352

Nom du dossier de consultation : Acquisition des Mobiliers de Bureau et accessoires en faveur de l'UGP-BAD

Numéro et nom du lot (si différent du nom de l'AOO) : DCF/N°01/ MITP/DNRN/UGP-BAD/2024 DU 17 mai 2024

Méthode d'acquisition : Demande de Consultation des Fournisseurs (DCF)

Préférence nationale (Oui ou Non) : Non

Préférence régionale (Oui ou Non) : Non

Numéro du dossier de consultation de l'Emprunteur : DCF/N°01/ MITP/DNRN/UGP-BAD/2024 DU 17 mai 2024

Date de réception par la Banque du projet du DCF : 28/02/2024

Date d'approbation par la Banque du DCF : 08/05/2024

Date d'émission du DCF : 17/05/2024

Date limite de remise des offres : 10/06/2024

Date d'ouverture des offres : 10/06/2024

Date de réception par la Banque du rapport d'évaluation des offres : 13/06/2024

Date d'approbation par la Banque du rapport d'évaluation des offres : 02/09/2024

Nom de l'attributaire du Marché : Etablissements MPD &amp; Frère "Ets. MPD &amp; F"

Nationalité : Guinéenne

Adresse : Hamdallaye, C/Ratoma - Conakry, République de Guinée, Tel : 610 10 63 27,

Email : mpdetfreres@gmail.com

Montant du Marché : 509 800 000 GNF/HT/HD

Date de démarrage du Contrat : A partir de la notification de l'ordre de service

Durée d'exécution du Marché : 60 Jours

Résumé de l'objet du Marché : Acquisition des mobiliers de bureau et accessoires en faveur de l'UGP-BAD

Nombre total de soumissionnaires : Trois (3)

POUR CHAQUE SOUMISSIONNAIRE :

Nom : Etablissements MPD &amp; Frère "Ets. MPD &amp; F"

Nationalité : Guinéenne

Adresse Hamdallaye, C/Ratoma - Conakry, République de Guinée, Tel : 610 10 63 27,

Email : mpdetfreres@gmail.com

Prix de l'offre lu à haute voix : 509 800 000 GNF/HT/HD

Prix évalué : 509 800 000 GNF/HT/HD

Offre acceptée / rejetée : Acceptée

Motifs de leur acceptation : Offre a été jugée conforme pour l'essentiel et évaluée la moins disante, donc classée première.

Nom : Galerie Générale Bureautique

Nationalité : Guinéenne

Adresse : Sis à Dar Es-Salaam, C/Ratoma-Conakry, Tél : 628 95 77 29

E-mail : galeriegenerale.bureautique@gmail.com

Prix de l'offre lu à haute voix : 673 300 000 GNF/HT/HD

Prix évalué : 673 300 000 GNF/HT/HD

Offre acceptée / rejetée : rejetée

Motifs de leur rejet : L'offre a été jugée non conforme pour l'essentiel car la garantie de soumission et l'attestation de non faillite n'ont pas été fournies conformément aux dispositions du dossier de consultation des fournisseurs (DCF)

Nom : Pamako Négoces Prestations et Construction

Nationalité : Guinéenne

Adresse : Sis à Dixinn, Commune de Dixinn - Conakry, République de Guinée

Tél : 620 63 09 56

Email : b.diane@pamakogroupe.com

Prix de l'offre lu à haute voix : 1 570 000 000 GNF/HT/HD

Prix évalué : 1 570 000 000 GNF/HT/HD

Offre acceptée / rejetée : Rejetée

Motifs de leur rejet : **L'offre a été jugée non conforme pour l'essentiel car la garantie de soumission n'a pas été fournie conformément aux dispositions du dossier de consultation des fournisseurs (DCF).**

Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics

Direction Nationale des Routes Nationales

Unité de Gestion des Projets Transports (UGP-BAD), sis à l'immeuble MISS POKOU, Appartement 7A, Quartier Téminétaye, Commune de Kaloum, Conakry, République de Guinée. Téléphones : (00224) 628 68 77 37 / 628 60 51 00

Courriels : amara.diabate@ugp-bad.com / karim.sangare@ugp-bad.com

N.B. : Tout soumissionnaire qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles son offre n'a pas été sélectionnée, doit en faire la demande auprès de l'Agence d'exécution. En tout état de cause, la Banque se réserve le droit de faire examiner toute réclamation d'un soumissionnaire à tout moment à la suite de l'attribution du marché.

LE COORDONNATEUR



Amara DIABATE



REPUBLICQUE DE GUINEE

GROUPE DE LA BANQUE  
AFRICAINNE DE DEVELOPPEMENT

UNION EUROPEENNE

**MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRAVAUX PUBLICS  
DIRECTION NATIONALE DES ROUTES NATIONALES**

**UNITE DE GESTION DES PROJETS TRANSPORTS (UGP-BAD)**

N/Réf : 356/MITP/DNRN/UGP-BAD/2024

Conakry, le 05 Septembre 2024

**PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ RELATIF A LA FOURNITURE DES PESES  
ESSIEUX.**

**NOTE D'INFORMATION**

Date de publication : 29 Aout 2022  
 Pays : République de Guinée  
 Agence d'exécution : Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics /  
 Unité de Gestion des Projets Transports (UGP-BAD).  
 Nom du Projet : Aménagement de la route Boké-Québo Phase1/Lot2 (41km)  
 Numéro de Prêt/Don : 2100 150 040 294 / 2100 155 038 320/ 5110 155 000  
 102/  
 5900 155 014 352  
 Nom du dossier de consultation : Fourniture des Pèses essieux  
 Numéro et nom du lot (si différent du nom de l'AOO) : DAO/N° : 003B/MITP/  
 DNRN/UGP-BAD/2024 du 29/08/2022  
 Méthode d'acquisition : Dossier d'appel d'offre  
 Préférence nationale (Oui ou Non) : Non  
 Préférence régionale (Oui ou Non) : Non  
 Numéro du dossier de consultation de l'Emprunteur : DAO/N° : 003B/MITP/  
 DNRN/UGP-BAD/2024 du 29/08/2022  
 Date de réception par la Banque du projet du DAO : 05/10/2021  
 Date d'approbation par la Banque du DAO : 03/05/2022  
 Date d'émission du DAO : 29/08/2022  
 Date limite de remise des offres : 10/10/2022  
 Date d'ouverture des offres : 10/10/2022  
 Date de réception par la Banque du rapport d'évaluation des offres :  
 24/06/2024  
 Date d'approbation par la Banque du rapport d'évaluation des offres :  
 30/08/2024  
 Nom de l'attributaire du Marché : Aucun  
 Nationalité : Guinéenne  
 Adresse : Sans objet  
 Montant du Marché : Sans objet  
 Date de démarrage du Contrat : Sans objet  
 Durée d'exécution du Marché : Sans objet  
 Résumé de l'objet du Marché : Fourniture des pèses essieux

Nombre total de soumissionnaires : Trois (3)  
 POUR CHAQUE SOUMISSIONNAIRE :  
 Nom : Business Ingénierie Prestation (BIP-BTP)

Nationalité : Guinéenne  
 Adresse : Lambayi, Commune de Ratoma-Conakry, République de Guinée,  
 Tél : 657 75 07 56 ;  
 Email : bipbtp.gn@gmail.com  
 Prix de l'offre lu à haute voix : 9 890 400 000 GNF  
 Prix évalué : 9 783 330 000 GNF  
 Offre acceptée / rejetée : rejetée  
 Motifs de leur rejet : A l'issue de l'examen post qualification des aspects  
 administratifs, commerciaux et techniques de votre offre, il ressort que :

- La moyenne des chiffres d'affaires des quatre dernières années (2020, 2019 ; 2018 et 2017) fournie est de 1 075 809 000 GNF, largement inférieure au montant exigé soit 12 000 000 000 GNF ;
- La preuve de réalisation de deux (02) marchés similaires, assortis des certificats/attestations de bonne fin d'exécution /PV de réception définitif au cours des cinq (05) dernières années, n'a pas été prouvée (2021, 2020, 2019 ; 2018 et 2017).

Par conséquent, votre offre a été jugée non conforme pour l'essentiel.

Nom : EPS-GUINEE  
 Nationalité : Guinéenne  
 Adresse : Dixinn Mosquée/Commune de Dixinn, Tel: (+224) 621 23 16 35,

Email : offre.gn@epsguinee.com  
 Prix de l'offre lu à haute voix : 9 480 000 000 GNF TTC  
 Prix évalués : 7 498 211 014 GNF  
 Offre acceptée / rejetée : rejetée  
 Motifs de leur rejet : A l'issue de l'examen post qualification des aspects  
 techniques de votre offre, il ressort que :

- La preuve de réalisation de deux (02) marchés similaires, assortis des certificats/attestations de bonne fin d'exécution /PV de réception définitif au cours des cinq (05) dernières années, n'a pas été prouvée (2021, 2020, 2019 ; 2018 et 2017).

Par conséquent, votre offre a été jugée non conforme pour l'essentiel.

Nom : SOMAPHY WEST AFRICA.SA  
 Nationalité : Guinéenne  
 Adresse : Sud Foire Lot No 10 TFS 51110 No 202 A-BP 38029 Dakar Yoff,  
 Tél : +221 33 869 64 82- Fax : +221 33 827 96 59  
 Email : somaphy.w.@somaphygroup.com  
 Prix de l'offre lu à haute voix : 4 958 000 000 GNF  
 Prix évalué : 4 958 000 000 GNF  
 Offre acceptée/ rejetée : Rejetée  
 Motifs de leur rejet : A l'issue de l'examen post qualification des aspects  
 techniques de votre offre, il ressort que :

- La preuve de réalisation de deux (02) marchés similaires, assortis des certificats/attestations de bonne fin d'exécution /PV de réception définitif au cours des cinq (05) dernières années, n'a pas été prouvée (2021, 2020, 2019, 2018 et 2017).

Par conséquent, votre offre a été jugée non conforme pour l'essentiel.

NB : Il est à noter qu'aucun soumissionnaire n'a répondu substantiellement aux dispositions du dossier d'appel d'offre relatif à la fourniture des pèses essieux et faisant suite à l'avis de non objection de la Banque Africaine de Développement sur le rapport d'évaluation corrigée des offres en date 30 aout 2024, la procédure d'acquisition du dudit marché fera l'objet d'une nouvelle relance conformément aux Directives de passation des marchés des biens et travaux pour les opérations financées par le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) édition 2015.

**Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics**  
**Direction Nationale des Routes Nationales**  
**Unité de Gestion des Projets Transports (UGP-BAD), sis à l'immeuble**  
**MISS POKOU, Appartement 7A, Quartier Téminétaye, Commune de**  
**Kaloum, Conakry, République de Guinée. Téléphones : (00224) 628 68**  
**77 37 / 628 60 51 00**  
**Courriels: amara.diabate@ugp-bad.com / karim.sangare@ugp-bad.com**

N.B. : Tout soumissionnaire qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles son offre n'a pas été sélectionnée, doit en faire la demande auprès de l'Agence d'exécution. En tout état de cause, la Banque se réserve le droit de faire examiner toute réclamation d'un soumissionnaire à tout moment à la suite de l'attribution du marché.

LE COORDONNATEUR




**Amara DIABATE**



**SOCIETE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE  
SAG SA.**

Immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Kaloum  
Sous le numéro RCCM/GC-KAL/010.260A/2005  
Capital Social : 20.506.670 Dollars US

Koron, le 13 septembre 2024

**AVIS DE RECRUTEMENT 019/MTM/HK/DRH/SAG/2024**

La Société AngloGold Ashanti de Guinée (SAG), filiale du Groupe AngloGold Ashanti, cherche des Mécanicien(ne) Tourneurs (Machinists) ; expérimenté(e)s, qualifié(e)s, enthousiastes et motivé(e)s pour le département des Equipements et Engins miniers (HME). La catégorie socioprofessionnelle est AM1.1 selon notre grille salariale actuelle, mais la fonction et la catégorie pourraient être revues à la baisse si les exigences du poste ne sont pas entièrement remplies par le candidat(e)s retenu(e)s. Les titulaires seront directement sous l'autorité d'un Superviseur désigné selon l'organisation et les exigences du travail.

**A. Résumé du Poste :**

Les titulaires seront chargé(e)s de fabriquer des pièces de rechange nécessaires à la maintenance et au bon fonctionnement des engins et équipements miniers à l'aide des techniques de fraisage, perçage, meulage, taraudage, etc. Ils/elles veilleront également à ce que toutes les tâches soient exécutées de manière sûre et efficace pour une disponibilité et une fiabilité élevée.

Enfin, Ils/elles veilleront à ce que le lieu de travail et les activités soient en conformité avec les politiques, procédures et normes de santé, de sécurité industrielle et environnementale.

**Devoirs et responsabilités :**

Sans être exhaustives les tâches et responsabilités sont entre autres :

- Etudier les dessins et les spécifications pour déterminer les matériaux, la méthode, la séquence des opérations ainsi que les réglages des machines appropriées ;
- Produire, fabriquer ou réparer des pièces, des outils et/ou des composants des équipements industriels par fraisage, perçage, meulage, taraudage ou tout procédé d'usinage ou de tour ;
- Intégrer des pièces métalliques fabriquées dans d'autres matériaux au besoin ;
- Vérifier l'exactitude, le jeu et l'ajustement des pièces métalliques fabriquées à l'aide d'instruments de mesure de précision ;
- Réviser et réparer les pièces mécaniques et les équipements ;
- Utiliser de façon optimale des matériaux et des pièces de rechange ;
- Identifier les opportunités pour améliorer la fiabilité et la disponibilité des machines ;
- Contrôler les stocks de tous les consommables indispensables au service ;
- Utiliser du matériel requis et des outils dans la fabrication de dispositifs mécaniques ;
- Etablir et suivre une liste de contrôle des procédures d'inspection ;
- Identifier, corriger les problèmes et anomalies ou les signaler immédiatement au supérieur hiérarchique ;
- Contrôler la qualité des matériaux et d'usinage des pièces selon les spécifications techniques requises ;
- Maintenir les outils et équipements de travail en bon état ;
- Être disponible pour les travaux d'astreinte, de poste et d'urgence ;
- Participer aux initiatives allant dans le sens de la réduction ou de la maîtrise des coûts ;
- S'assurer que les instructions de travail et les documents de contrôle de la qualité sont bien suivis ;
- Maintenir un environnement de travail sûr et propre en respectant les procédures, règles et règlements.

**B. Responsabilité en matière de santé, sécurité industrielle et environnementale :**

Respecter et faire respecter toutes les exigences de santé, de sécurité industrielle et environnementale. Les responsabilités ci-dessus définies exigent de la part du/de la titulaire un engagement certain pour l'amélioration continue en matière de santé, de sécurité industrielle et de gestion environnementale conformément aux politiques, procédures et normes de la SAG et du groupe AngloGold Ashanti.

**C. Conditions d'accès au poste :**

Ce poste est ouvert aux Guinéen(ne)s. Les candidatures internes et féminines sont vivement encouragées.

**D. Qualifications, Expériences et Compétences :**

- Avoir au moins un BTS en mécanique générale-tour ou dans une discipline similaire ;
- Une formation spécifique liée au domaine en question serait un avantage ;
- Avoir au moins trois (03) ans d'expérience avérée en montage, tournage et maintenance dans une industrie ou un environnement de fabrication ;
- Une certification de mécanicien tourneur est considérée comme un avantage certain ;
- Avoir une bonne connaissance des machines et outils y compris leur conception, réparation et entretien ;
- Avoir la capacité d'effectuer plusieurs tâches et tenir des délais contraignants ;
- Avoir une bonne capacité organisationnelle et une bonne maîtrise du temps de travail ;
- Savoir bien utiliser les outils et systèmes de maintenance ;
- Être apte pour les travaux de terrain et de poste (de nuit et d'astreinte) ;
- Avoir obtenu (ou prouvé) de bon résultat chez le(s) précédent(s) employeur(s) ;
- Avoir un bon sens de communication et savoir travailler en équipe ;

**E. Candidatures :**

Les candidat(e)s sont prié(e)s d'utiliser le lien ci-dessous pour postuler :  
<https://careers.anglogoldashanti.com/job-invite/25057/>

La date limite pour les candidatures est arrêtée au 1er octobre 2024 à 22 heures précises. Les candidat(e)s peuvent appeler les numéros (de bureau) 1568 ou 1585 pour l'assistance. Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

**F. Modalités de sélection :**

Seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s seront invité(e)s à un test écrit/entretien.

**G. Information Importante :**

La SAG ne permet jamais qu'on demande de l'argent en échange d'un emploi ou d'un quelconque service en son sein. Si on vous demande de l'argent en échange d'une offre d'emploi ou si vous soupçonnez une telle activité, veuillez le signaler immédiatement à notre service de sécurité, ou utiliser nos canaux de dénonciation en envoyant un SMS à +27 73 573 8075 ou par e-mail : [SpeakupAGA@ethics-line.com](mailto:SpeakupAGA@ethics-line.com) ou utilisez l'internet à [www.tip-offs.com](http://www.tip-offs.com).

  
Frederic Youla  
Directeur Senior des Ressources Humaines



**SOCIETE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE  
SAG SA.**

Immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Kaloum  
Sous le numéro RCCM/GC-KAL/010.260A/2005  
Capital Social : 20.506.670 Dollars US

Koron, le 13 septembre 2024

**AVIS DE RECRUTEMENT 020/MEEM/HK/DRH/SAG/2024**

La Société AngloGold Ashanti de Guinée (SAG), filiale du Groupe AngloGold Ashanti, cherche des Mécanicien(ne) d'Engins et Equipements Miniers; expérimenté(e)s, qualifié(e)s, enthousiastes et motivé(e)s pour le département des équipements et engins miniers (HME). La catégorie socioprofessionnelle est AM1.3 selon notre grille salariale actuelle, mais la fonction et la catégorie pourraient être revues à la baisse si les exigences du poste ne sont pas entièrement remplies par les candidat(e)s retenu(e)s. Les titulaires seront directement sous l'autorité d'un Superviseur désigné selon l'organisation et les exigences du travail.

**A. Résumé du Poste :**

Les titulaires seront chargés de l'exécution quotidienne des travaux de maintenance des engins et équipements miniers selon les directives, instructions et procédures en usage. Elles/ils feront des tests de diagnostic, la recherche de pannes, l'analyse de résultats des tests, des travaux de réparations et de remplacement des pièces (moteur, direction, transmission, freinage, les systèmes et composants généraux) pour une disponibilité et une fiabilité élevée.

Enfin, Ils/elles veilleront à ce que le lieu de travail et les activités soient en conformité avec les politiques, procédures et normes de santé, de sécurité industrielle et environnementale.

**Devoirs et responsabilités :**

Sans être exhaustives les tâches et responsabilités sont entre autres :

- Effectuer de façon quotidienne des travaux de maintenance des engins et équipements miniers selon les directives, instructions et procédures en usage de manière sûre et productive ;
- Utiliser des outils de diagnostic pour détecter les pannes ou prédire les défauts latents ;
- Effectuer la recherche de pannes, le dépannage et les réparations à l'aide de systèmes, normes et procédures de maintenance ;
- Démonter les composants et remplacer les pièces défectueuses ;
- Vérifier l'exactitude, le jeu et l'ajustement des pièces ;
- Donner les informations requises à l'équipe de planification de la maintenance sur la situation des demandes/ordres de travail ;
- Appliquer les bonnes pratiques et techniques de maintenance pour améliorer la fiabilité et la disponibilité des engins et équipements miniers ;
- Vérifier l'état général ou évaluer les performances des engins et équipements miniers ;
- Etablir et suivre la liste de contrôle des procédures d'inspection ;
- Identifier, corriger les problèmes et anomalies ou les signaler immédiatement au supérieur hiérarchique ;
- Maintenir les outils et équipements de travail en bon état ;
- Contrôler les stocks de tous les consommables indispensables au service ;
- Être disponible pour les travaux d'astreinte, de poste et d'urgence ;
- Participer aux initiatives allant dans le sens de la réduction ou de la maîtrise des coûts ;
- S'assurer que les instructions de travail et les documents de contrôle de la qualité sont bien suivis.
- Maintenir un environnement de travail sûr et propre en respectant les procédures, règles et règlements.

**B. Responsabilité en matière de santé, sécurité industrielle et environnementale :**

Respecter et faire respecter toutes les exigences de santé, de sécurité industrielle et environnementale. Les responsabilités ci-dessus définies exigent de la part du/de la titulaire un engagement certain pour l'amélioration continue en matière de santé, de sécurité industrielle et de gestion environnementale conformément aux politiques, procédures et normes de la SAG et du groupe AngloGold Ashanti.

**C. Conditions d'accès au poste :**

Ce poste est ouvert aux Guinéen(ne)s. Les candidatures internes et féminines sont vivement encouragées.

**D. Qualifications, Expériences et Compétences :**

- Avoir au moins un BTS en mécanique automobile ou discipline similaire ;
- Avoir une bonne compétence technique dans l'entretien des équipements miniers CAT ;
- Une formation spécifique liée au domaine en question serait un avantage ;
- Avoir au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la maintenance des Engins et Equipements Miniers ;
- Avoir des notions de base en techniques de levage ;
- Avoir un permis de conduire guinéen en cours de validité ;
- Avoir une bonne capacité organisationnelle et une bonne maîtrise du temps de travail ;
- Savoir bien utiliser les outils et systèmes de maintenance ;
- Être apte pour les travaux de terrain et de poste (de nuit et d'astreinte) ;
- Avoir obtenu (ou prouvé) de bon résultat chez le(s) précédent(s) employeur(s) ;
- Avoir un bon sens de communication et savoir travailler en équipe ;
- Avoir la capacité d'effectuer plusieurs tâches et tenir des délais contraignants.

**E. Candidatures :**

Les candidat(e)s sont prié(e)s d'utiliser le lien ci-dessous pour postuler :  
<https://careers.anglogoldashanti.com/job-invite/25055/>

La date limite pour les candidatures est arrêtée au 1er octobre 2024 à 22 heures précises. Les candidat(e)s peuvent appeler les numéros (de bureau) 1568 ou 1585 pour l'assistance. Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

**F. Modalités de sélection :**

Seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s seront invité(e)s à un test écrit/entretien.

**G. Information Importante :**

La SAG ne permet jamais qu'on demande de l'argent en échange d'un emploi ou d'un quelconque service en son sein. Si on vous demande de l'argent en échange d'une offre d'emploi ou si vous soupçonnez une telle activité, veuillez le signaler immédiatement à notre service de sécurité, ou utiliser nos canaux de dénonciation en envoyant un SMS à +27 73 573 8075 ou par e-mail : [SpeakupAGA@ethics-line.com](mailto:SpeakupAGA@ethics-line.com) ou utilisez l'internet à [www.tip-offs.com](http://www.tip-offs.com).

  
Frederic Youla  
Directeur Senior des Ressources Humaines



REPUBLIQUE DE GUINEE  
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage

**Avis d'Appel d'Offres National (AAON)**

**Avis d'Appel d'Offres National – Cas sans pré qualification**

**DAO N° 001/MAGEL/DNGR PADAG/BND/TX/2024**

1- Le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage à travers le Projet d'Appui au Développement Agricole du Pôle G (PADAG) a obtenu du Budget National de Développement (BND) dans le cadre de l'exécution de son programme (exercice 2024), une enveloppe destinée au financement des travaux d'aménagement hydroagricoles dans les préfectures de : Guéckédou, Kissidougou et Macenta et a l'intention d'utiliser une partie de ce budget pour effectuer des paiements au titre travaux d'aménagement hydroagricoles de 50ha des périmètres maraichers dans les préfectures de : Guéckédou, Kissidougou et Macenta.

2- Les travaux seront exécutés en (03) trois lots et pour un délai de quatre (04) mois.

**Lot 1:** Kissidougou (16ha)

**Lot 2:** Macenta (16ha)

**Lot 3 :** Guéckédou (18ha)

Les travaux se résument en

- La construction de puits maraichers, de margelles (ou superstructures),
- La réalisation de bassins d'accumulation munis de 4 vannes d'arrêts pour des prises d'arrosage ;
- La fourniture de motopompes et accessoires ;
- La réalisation des clôtures grillagées ;
- Curage des canaux et des drains existants, le recalibrage des diguettes sur tous les sites avec la méthode HIMO.

3- La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 23 et suivants du Code des marchés publics, concerne tous les candidats éligibles, remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 64 du Code des Marchés Publics.

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres auprès du Projet d'Appui au Développement Agricole du Pôle G (PADAG) du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage aux adresses suivantes : **Email** [mmbalde@magel.gov.gn](mailto:mmbalde@magel.gov.gn) **Tél :** +224 622 28 05 08 ; [kouroumanfaly\\_23@gmail.com](mailto:kouroumanfaly_23@gmail.com) **Tél :** +224 622 13 77 67 **PADAG, Commune de Guéckédou, Quartier Carrière à partir des heures suivantes : du lundi au jeudi de 08 heures à 16 heures 30 mn et vendredi de 08h à 13h00.**

4- Ne sont pas admises à concourir à cet appel d'offres les personnes physiques ou morales reconnues défailtantes dans le cadre de la mise en œuvre de projets antérieurs d'aménagement ou de réhabilitation des plaines, bas-fond ou mangroves dans les institutions suivantes : DNGR ou tout autre projet/Programme de développement rural du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et de l'Élevage, et verront leurs offres refusées sans analyse.

Cependant, ne sont autorisées à soumissionner dans le présent appel d'offres, que les entreprises titulaires des marchés qui sont en phase de réception provisoire.

Les exigences en matière de qualifications sont : (voir le Dossier d'Appel d'offres pour les informations détaillées).

5- Une redevance de 0,6% du montant hors taxe du marché sera prise en charge par l'attributaire au bénéfice de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics conformément aux dispositions de l'article 17 du Code des Marchés Publics, D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020 et de l'article 2 de l'arrêté conjoint AC/2020/2304/MEF/MB/SGG du 07 Août 2020.

0,30% du montant hors taxe sera payé par l'attributaire au compte de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics comme frais d'immatriculation du contrat.

6- Le Dossier d'Appel d'Offres sera retiré par le soumissionnaire lui-même ou son représentant après paiement d'un montant non remboursable de **deux (02) millions (2 000 000 GNF) de Francs Guinéens** réparti comme suit

20% des produits de vente du DAO reviennent au compte du Projet.

30% des produits de vente du DAO reviennent à l'ARMP au compte bancaire

N° 011000307 Ouvert à la Banque Centrale de la République de Guinée ;

50% au compte N° 41110710 du Trésor Public ouvert à la Banque Centrale de la République de Guinée.

Les offres devront être rédigées en langue française et déposées en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies à l'adresse ci-après auprès du Projet d'Appui au Développement Agricole du pôle G (PADAG) à Guéckédou du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, République de Guinée, au plus tard le 05/10/2024 à 10 heures 30 minutes heure limite des dépôts des plis et l'ouverture le même jour à 11 heures 00 minutes.

Le dépôt physique est fait à l'adresse indiquée ci-dessus.

7- Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées sans être ouvertes, aux frais des Soumissionnaires concernés.

8- Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis. Les offres seront couvertes d'une caution de soumission émanant d'une Institution bancaire ou d'une caution fournie par tout organisme financier agréé à cet effet (article 67 du code de marchés publics) qui devra demeurer valide pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date limite de soumission.

La validité des offres est de 90 jours à partir de la date limite du dépôt des offres.

Le montant de la caution de soumission défini par lot est de **six millions francs guinéens (6 000 000 GNF)** de l'offre de soumission.

Conakry, le 10/09/2024

Le Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage

Félix Lamah

MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'HYDRAULIQUE  
ET DES HYDROCARBURES



REPUBLIQUE DE GUINEE



FONDS D'APPUI A LA PROMOTION  
DES GAZ

**PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION PROVISOIRE**

**Méthode de Passation:** Appel d'Offres Ouvert International **DAOOI N°002/MEHH/FAPGAZ/OPMP-PPP/2024**

**Objet du Marché :** Fourniture des Cuves et Isotanks de Stockage du Gaz Butane du Complexe Gazier à KONTA.

**Financement :** Fonds Propres

**Durée de la validité de l'Offre :** 150 Jours

**Délai de livraison :**

**Lot 1 :** 90 Jours

**Lot 2 :** 45 jours

**LOT 1 : Acquisition de Vingt-Deux (22) réservoirs**

SOUMISSIONNAIRE RETENU				
	Nom et Adresse du soumissionnaire	N° du lot	Montant de l'Offre lu Publiquement	Montant Corrigé
02	ETPB/GUISETRA-TP TEL :626018105, Email : <a href="mailto:guisetratp@gmail.com">guisetratp@gmail.com</a> Manquepas, C/ Kaloum	Lot 1	22 116 824 144 Gnf/TTC	22 166 824 144 Gnf/TTC

SOUMISSIONNAIRES EVALUÉS				
	Noms des Soumissionnaires	N° du lot	Montant de l'Offre lu Publiquement	Montant Corrigé
3	GRUPEMENT WEND-NA SONGDO INDUSTRIE	Lot 1	26 197 401 751 Gnf/TTC	20 398 994 951Gnf/TTC
1	TRANSATLANTIC TRADE AND SERVICES (TTS)	Lot 1	27 263 334 793 Gnf/TTC	27 263 334 865 Gnf/TTC

**LOT 2 : Acquisition de Vingt (20) ISOTANKS de 50 m3**

SOUMISSIONNAIRE RETENU				
	Nom et Adresse du soumissionnaire	N° du lot	Montant de l'Offre lu Publiquement	Montant Corrigé
02	ETPB/GUISETRA-TP TEL :626018105, Email : <a href="mailto:guisetratp@gmail.com">guisetratp@gmail.com</a> Manquepas, C/ Kaloum	Lot 2	18 826 610 292 Gnf/TTC	18 826 610 292 Gnf/TTC

SOUMISSIONNAIRES EVALUÉS				
	Noms des Soumissionnaires	N° du lot	Montant de l'Offre lu Publiquement	Montant Corrigé
1	TRANSATLANTIC TRADE AND SERVICES (TTS)	Lot 2	19 858 197 769 Gnf/TTC	19 858 197 769 Gnf/TTC

SOUMISSIONNAIRES DONT LES OFFRES ONT ÉTÉ REJETÉES				
	Noms des Soumissionnaires	N° du lot	Montant de l'Offre lu publiquement	Motifs du rejet
01	YILTEKS ENERJI	OUI	13 001 599 280 Gnf/TTC	Le soumissionnaire <b>YILTEKS ENERJI</b> a fourni une caution de garantie en langue étrangère <b>Non conforme au DAOOI : C.10.1</b>
02	ZALY- PRESTATION ET CONSTRUCTION SARLU	OUI	19 036 365 600 Gnf/TTC	<b>ZALY-PRESTATION et CONSTRUCTION SARLU</b> n'a pas fourni de caution de garantie <b>Non conforme au DAOOI : IC 11.1 (g)</b>

LE DIRECTEUR GENERAL  
FAPGAZ S.A  
DIRECTEUR  
GENERAL  
KAMAN SADJI DIALLO



## ANNONCE DE VACANCE DE POSTE

La Société des Mines de Fer de Guinée (SMFG), recherche une personne dynamique et expérimentée pour le compte de son Département Juridique et de la Conformité à Conakry :

Intitulé du poste : Directeur Juridique et Conformité Type de Contrat : Contrat à Durée Indéterminée (CDI) Niveau du poste : Catégorie C4  
Responsable Hiérarchique : Directeur Général  
Lieu d'affectation : Conakry

**I- LE ROLE :**

Le Directeur (ou La Directrice) Juridique et de la Conformité aura pour charges de veiller à la conformité de l'entreprise avec toutes les lois et réglementations applicables, et de fournir des conseils et des orientations juridiques à la Direction et aux employés. Il (ou Elle) est responsable de la vulgarisation et de l'implémentation de la politique de l'entreprise en matière de conformité et d'anticorruption.

**LES RELATIONS CLES DU POSTE :**

- Le Directeur Générale ;
- Le Directeur des Operations ;
- Le Directeur de Projet ;
- Les Chefs de Département ;
- Des Fonctionnaires et agences gouvernementales ;
- Les cabinets juridiques partenaires de la SMFG ;
- Les ONG et autres organisations nationales et/ou internationales interagissant avec la SMFG.

**II- LES RESPONSABILITES DU POSTE :**

- Fournir des avis et des conseils juridiques spécialisés à la Direction Générale sur les contrats, les accords, la propriété intellectuelle, le droit du travail, la conformité réglementaire et tout autre domaine pertinent ;
- Élaborer et mettre en œuvre des stratégies et des initiatives juridiques efficaces afin d'atténuer les risques, de protéger les intérêts de l'entreprise et d'assurer la conformité avec les lois et les réglementations applicables ;
- Effectuer des recherches juridiques pour se tenir au courant des modifications apportées aux lois et aux réglementations susceptibles d'avoir un impact sur l'entreprise, et communiquer les mises à jour pertinentes aux parties prenantes concernées ;
- Interagir avec les fonctionnaires ou les agences gouvernementales pour promouvoir les objectifs de l'entreprise, le cas échéant ;
- Préparer et assister à des réunions avec des fonctionnaires gouvernementaux et conseiller la Direction Générale sur les implications de ces réunions ;
- Collaborer avec les équipes internes, y compris les RH, les finances et les opérations, pour fournir des conseils et un soutien sur les questions juridiques, en veillant à l'alignement sur les politiques et les objectifs de l'entreprise ;
- Gérer et coordonner les conseils juridiques externes, le cas échéant, afin d'assurer une représentation et un soutien efficaces en cas de litige ou de contentieux et d'autres procédures juridiques ;
- Élaborer et dispenser des programmes de formation juridique afin d'améliorer les connaissances juridiques et la sensibilisation des employés au sein de l'organisation ;
- Élaborer et mettre en œuvre des politiques et des procédures de conformité afin de garantir le respect des lois et des réglementations applicables ;
- Effectuer des audits réguliers afin d'identifier les problèmes de conformité potentiels et élaborer des stratégies pour atténuer ces risques ;
- Analyser et résoudre des problèmes de conformité, notamment en menant des enquêtes internes et en recommandant des mesures correctives ;
- Collaborer avec des équipes interfonctionnelles pour garantir la conformité avec les réglementations spécifiques et les normes du secteur ;
- Préparer et classer les rapports de conformité et les documents requis avec précision et dans les délais impartis ;
- Participer aux processus d'appel d'offre et de passation de marchés et s'assurer qu'ils sont conformes aux normes et lois applicables.

**III- EXIGENCES DU POSTE.**

- Solide connaissance du droit des sociétés, du droit des contrats, du droit du travail et d'autres domaines juridiques pertinents ;
- Bonne expérience de l'interaction avec le gouvernement ou les organisations publiques ;
- Solides compétences en matière de communication et de relations interpersonnelles, avec la capacité de collaborer efficacement avec les parties prenantes internes et externes ;
- Expérience dans l'analyse et l'interprétation de documents juridiques, de statuts et de règlements ;
- Maîtrise de la recherche juridique et connaissance des bases de données juridiques et des outils de recherche.
- Excellentes compétences en matière de communication et de relations interpersonnelles, avec la capacité de communiquer efficacement des concepts juridiques complexes à des parties prenantes non juridiques ;
- La connaissance du droit minier guinéen serait un atout.

**IV- PROFIL RECHERCHE.**

- Licence/Master en droit, en administration des affaires, en finance ou dans un domaine connexe ;
- Au moins 5 ans d'expérience dans la gestion de la conformité/juridique ou dans un rôle similaire ;
- Avoir une grande attention aux détails et à la formation à l'interne ;
- Avoir une connaissance de l'outils informatique (Pack office), et autre logiciels de gestion ;
- Avoir un bon sens de leadership et de responsabilité sociale qui inspire et motive les autres ;
- Être bilingue français et anglais avec une forte capacité d'adaptation avec les communautés locales riveraines.

**V- DOSSIER DE CANDIDATURE :**

Le dossier de candidature à fournir dans une enveloppe format A4 fermée, devra comporter les documents suivants : Une Lettre de motivation et un Curriculum Vitae (CV) récent et détaillé. Les copies de diplômes et attestations de travail seront requises pour les candidats(e)s qui seront présélectionné(e)s.

Le dépôt des candidatures se fera à l'adresse de la Direction des Ressources Humaines, au plus tard le 30/09/2024 à 16H, avec la mention du poste au verso d'une enveloppe A4 fermée, ou dans l'objet du courrier de candidature, à l'adresse électronique ci-après : [smfg.recruitment@nimbairon.com](mailto:smfg.recruitment@nimbairon.com), à la même date.

Les candidatures sont également reçues via nos boîtes à lettre au Gouvernorat de la ville de N'zérékoré, à la Mairie de Lola, au bureau de la SMFG à Lola et au bureau de Conakry (Résidence Marine, 5e étage, Commune de Dixinn),

Seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s seront contacté(e)s.

**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

Mamadou Kamara

2024.09.09

13:14:43 Z



## ANNONCE DE VACANCE DE POSTE

La Société des Mines de Fer de Guinée (SMFG), recherche une personne dynamique et compétente pour le compte de son département Santé- Sécurité :

Intitulé du poste : SURINTENDANT SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

Type de Contrat : CDD (1) an, renouvelable Niveau du poste : Catégorie C3

Superviseur Direct : Directeur du Département Santé, Sécurité et Sureté Lieu d'affectation : SITE NIMBA

**I- Description et Objectifs du Poste :**

Le Surintendant Santé-Sécurité sera responsable de la mise en œuvre et du suivi des politiques et procédures de santé et de sécurité sur le site. Il/elle veillera à la conformité avec les normes nationales et internationales en matière de sécurité et de santé au travail, tout en promouvant une culture de la sécurité au sein de l'entreprise.

Il/Elle devra :

- Contribuer à la mise à jour et au pilotage du système de gestion de la santé et de la sécurité au sein de la SMFG en l'adaptant à la phase actuelle du projet ;
- Contribuer à la mise à jour des stratégies et des politiques Santé sécurité au sein de la SMFG ;
- Mettre en place une culture d'amélioration continue dans la gestion de Santé, Sécurité au sein de tous les départements ;
- Conseiller, assister et former tout le personnel en système de gestion de HSE.

**II- Les relations clés du poste :**

- Directeur des Operations Site Nimba ;
- Le Directeur du Département Santé, Sécurité et Sureté,
- Les Chefs de département ;
- Les Superviseurs et Seniors du Département Santé-Sécurité,
- Les Membres d'équipes du Département Santé-Sécurité,
- Des Consultants externes et sous- traitants.

**III- Le(a) candidat(e) recherché(e) aura pour missions spécifiques :**

- Piloter la mise à jour du système de gestion Santé-Sécurité de la SMFG ;
- Élaborer, mettre en œuvre et superviser des programmes de sécurité et santé pour garantir un environnement de travail sûr ;
- Élaborer des procédures de santé-sécurité et soutenir les fonctions individuelles nécessaires à l'élaboration de procédures santé-sécurité appropriées et des instructions de travail.
- Identifier, évaluer et maîtriser tous les risques professionnels : conditions de travail, de sécurité des personnes, etc.
- Former, sensibiliser et encadrer les équipes sur les meilleures pratiques en matière de santé et sécurité.
- Conduire des audits réguliers et des inspections de sécurité pour identifier et corriger les dangers potentiels.
- Analyser les incidents et accidents du travail pour en tirer des leçons et mettre en place des mesures correctives.
- Assurer le respect des normes et des législations en vigueur en matière de sécurité au travail.
- Collaborer étroitement avec les autres départements pour intégrer les aspects de santé-sécurité dans toutes activités du projet.
- Participer et diriger, le cas échéant, les interventions d'urgence pour les incidents, y compris le feu, les déversements ou d'autres événements d'urgence.

**IV- Exigences du Poste :**

- Excellente maîtrise des normes internationales en santé et sécurité au travail ;
- Bonne maîtrise des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité au travail ;
- Capacité à résoudre les problèmes de manière proactive et à travailler sous pression ;
- Excellente aptitude de formation ;
- Sens de l'organisation et de la priorisation ;

**V- Profile du/la candidat(e) :**

- Être titulaire d'un diplôme universitaire minimum de Bac + 3 en santé et sécurité, ingénierie, ou dans un domaine connexe ;
- Minimum de 7 ans d'expérience dans un poste similaire, idéalement dans l'industrie minière ;
- Bonne connaissance des normes de sécurité (OSHA, ISO 45001) et des législations locales en matière de santé-sécurité ;
- Bonne expérience dans l'élaboration et la mise en place de systèmes de gestion de la santé et de la sécurité au travail ;
- Capacité à travailler de façon autonome sur un site minier/Industriel, dans un environnement multiculturel et en altitude ;
- Connaissance des logiciels de gestion de Santé-Sécurité. Être à l'aise avec les systèmes informatiques et le travail en ligne ;
- Excellentes compétences en gestion d'équipe, leadership, communication et relations interpersonnelles ;
- Un bon niveau de langue anglaise serait un atout.

**VI- Dossiers de Candidature :**

Le dossier de candidature à fournir dans une enveloppe format A4 fermée, devra comporter les documents suivants : Une Lettre de motivation et un Curriculum Vitae (CV) récent et détaillé. Les copies de diplômes et attestations de travail seront requises pour les candidats(e)s qui seront présélectionné(e)s. Le dépôt des candidatures se fera à l'adresse de la Direction des Ressources Humaines, au plus tard le 30/09/2024 à 16H, avec la mention du poste au verso d'une enveloppe A4 fermée, ou dans l'objet du courrier de candidature, à l'adresse électronique ci-après : smfg.recruitment@nimbairon.com, à la même date.

Les candidatures sont également reçues via nos boîtes à lettre au Gouvernorat de la ville de N'Zérékoré, à la Mairie de Lola, au bureau de la SMFG à Lola et au bureau de Conakry (Résidence Marine, 5e étage, Commune de Dixinn),

Seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s seront contacté(e)s.

SMFG encourage la diversité et l'inclusion au sein de son équipe. Nous offrons des opportunités égales à tous les candidats qualifiés.

**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

Mamadou Kamara

2024.09.09

13:14:43 Z



## ANNONCE DE VACANCE DE POSTE

La Société des Mines de Fer de Guinée (SMFG), recherche une personne dynamique et expérimentée pour le compte de son Département des Ressources Humaines:

Intitulé du poste : Directeur des Ressources Humaines Type de Contrat : Contrat à Durée Indéterminée (CDI) Niveau du poste : Catégorie C4  
Responsable Hiérarchique : Directeur Général  
Lieu d'affectation : Conakry

**I- LE ROLE :**

Le Directeur (ou La Directrice) des Ressources Humaines coordonnera toutes les activités RH sous sa responsabilité et sera le garant du bon climat social au sein de la société. Il mettra en place et veillera au bon fonctionnement de l'ensemble des procédures et politiques RH.

**LES RELATIONS CLES DU POSTE :**

- Le Directeur Générale ;
- Le Directeur des Operations ;
- Les Chefs de Département ;
- Inspection générale/Régionale du Travail
- Les partenaires sociaux (Syndicat, CNSS etc.)
- Les cabinets juridiques partenaires de la SMFG ;

**II- MISSION DU POSTE**

- Définir et mettre en œuvre la stratégie RH de la société en accord avec les orientations de la Direction Générale ;
- Encadrer l'ensemble des services RH et superviser la gestion du personnel;
- Initier et implémenter les projets RH en fonction des objectifs stratégiques de l'entreprise.

**III- LES RESPONSABILITES DU POSTE :**

- Piloter le processus de recrutement et s'assurer d'une mise en œuvre conforme;
- Mettre en place et coordonner le programme d'intégration des nouveaux employés : code de conduite, diversité et inclusion, santé et sécurité au travail.
- Superviser l'administration du personnel et la gestion de la paie ;
- Elaborer les rapports hebdomadaires et mensuels, accompagnés des données statistiques (effectifs et heures de travail) du personnel ;
- Piloter les programmes de formation, de développement des compétences et de gestion des carrières, en collaboration avec les Directeurs de département; Superviser la gestion de la mobilité interne et des plans de succession;
- Garantir le respect du droit du travail et prévenir les risques juridiques liés à la gestion des ressources humaines ;
- Conduire le processus d'évaluation des performances des employés ;
- Sensibiliser les employés aux impératifs d'hygiène et de sécurité sur leur lieu de travail ;
- Représenter l'entreprise lors de négociations avec les représentants du personnel ;
- Gérer les conflits et garantir un bon climat social au sein de la société ;

**IV- EXIGENCES DU POSTE.**

- Excellente maîtrise du droit du travail / du droit social ;
- Bonne culture des chiffres;
- Capacité à manager des équipes ;
- Sens de l'organisation et de la priorisation ;
- Sens de la négociation;
- Connaissance des outils informatiques et logiciels RH (Sage Paie par ex.) ;
- Capacité à travailler de façon autonome sur un site minier/Industriel ;
- Excellentes compétences en matière de communication et de relations interpersonnelles.

**V- PROFIL RECHERCHE.**

- Licence/Master en GRH, droit du travail, en administration des affaires ou dans un domaine similaire ;
- Au moins 5 ans d'expérience, de préférence au sein d'une société minière ou un domaine industriel connexe;
- Avoir un bon sens de leadership et de responsabilité sociale qui inspire et motive les autres ;
- Être bilingue français et anglais avec une forte capacité d'adaptation avec les communautés locales riveraines.

**VI- DOSSIER DE CANDIDATURE :**

Le dossier de candidature à fournir dans une enveloppe format A4 fermée, devra comporter les documents suivants : Une Lettre de motivation et un Curriculum Vitae (CV) récent et détaillé. Les copies de diplômes et attestations de travail seront requises pour les candidats(e)s qui seront présélectionné(e)s. Le dépôt des candidatures se fera à l'adresse de la Direction des Ressources Humaines, au plus tard le 30/09/2024 à 16H, avec la mention du poste au verso d'une enveloppe A4 fermée, ou dans l'objet du courrier de candidature, à l'adresse électronique ci-après : smfg.recruitment@nimbairon.com, à la même date.

Les candidatures sont également reçues via nos boîtes à lettre au Gouvernorat de la ville de N'zérékoré, à la Mairie de Lola, au bureau de la SMFG à Lola et au bureau de Conakry (Résidence Marine, 5e étage, Commune de Dixinn),

Seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s seront contacté(e)s.

SMFG encourage la diversité et l'inclusion au sein de son équipe. Nous offrons des opportunités égales à tous les candidats qualifiés.

**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

Mamadou Kamara  
2024.09.09  
13:14:43 Z

## REPUBLICQUE DE GUINEE

Travail – Justice – Solidarité

## Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique

## Unité de Gestion du Projet

Projet de Transformation Numérique pour l'Afrique / Programme Régional d'Intégration Numérique de l'Afrique de l'Ouest (DTfA/ WARDIP).

## SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

## RECRUTEMENT D'UN CABINET OU D'UNE FIRME POUR LA REVUE DU CADRE JURIDIQUE DE LA CYBERSECURITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITE EN REPUBLIQUE DE GUINEE

Début : 16/ Septembre / 2024 ; Date limite : 07 / Octobre / 2024

1. Le Gouvernement de la République de Guinée a reçu un financement de l'Association internationale de développement (IDA) dans le cadre du Projet Transformation Numérique pour l'Afrique / Programme Régional d'Intégration Numérique de l'Afrique de l'Ouest (DTfA/ WARDIP), et à l'intention d'utiliser une partie du montant de ce don pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : Recrutement d'un Cabinet ou d'une Firme pour la Revue du Cadre Juridique de la Cybersécurité et de la Lutte contre la Cybercriminalité en République de Guinée.

2. L'Objectif de Développement du Projet (ODP) est d'accroître l'accès aux services haut débit et numériques grâce au développement et à l'intégration des marchés numériques dans la région Afrique de l'Ouest. Pour atteindre cet objectif, le projet mettra en œuvre un ensemble d'activités organisées au tour des (5) composantes ci-après :

- Composante 1 : Développement et intégration du marché de la connectivité

Cette composante soutient les réformes visant à réduire les obstacles liés à la fourniture de services de télécommunications transfrontaliers par le biais de marchés ouverts ainsi qu'au déploiement d'infrastructures de connectivité à large bande dans le cadre d'une approche MFD. Cette composante vise à favoriser la concurrence dans le secteur des télécommunications, la baisse des coûts d'accès à internet, etc.

- **Composante 2 : Développement et intégration du marché des données**

Cette composante permet l'échange, le stockage et le traitement sécurisés des données à travers les frontières pour soutenir le déploiement régional et l'accès aux services, à l'innovation et à l'infrastructure basée sur les données par la réduction des restrictions régionales sur la libre circulation des données et l'augmentation des investissements dans ce domaine. Un marché des données plus intégré en Afrique de l'Ouest pourrait stimuler l'innovation et améliorer l'analyse des données, ce qui se traduirait par des avantages économiques et sociaux importants et des gains d'efficacité dans pratiquement tous les secteurs. Conformément aux objectifs régionaux, cette composante pourrait éventuellement inclure un soutien aux objectifs nationaux qui seraient essentiels pour tracer la voie de l'intégration.

- **Composante 3 : Développement et intégration du marché en ligne**

Cette composante soutient le développement et l'intégration du marché en ligne, ce qui créera un environnement propice à la fourniture et à l'accès transfrontaliers de biens ou de services numériques. Cette composante aiderait les gouvernements, les entreprises et les citoyens des pays participants à accéder et à fournir des services privés et publics en ligne, ainsi qu'à effectuer des achats en ligne de manière transparente à partir de n'importe où dans la région.

- **Composante 4 « Gestion du projet »**

Elle porte sur la mise en place d'une unité d'exécution du projet, qui sera responsable de la mise en œuvre de toutes les activités.

- **Composante 5. « Composante d'intervention d'urgence contingente CERC. »**

En reconnaissance de la vulnérabilité actuelle de la région et des pays aux chocs, une composante d'intervention d'urgence contingente (CERC) est ajoutée à la structure du projet pour fournir un soutien aux pays participants pour répondre rapidement aux crises et aux urgences, y compris les catastrophes climatiques et naturelles et les urgences de santé publique.

Elle aura une valeur initiale nulle mais pourra être financée pendant la mise en œuvre du projet pour permettre une réponse agile aux événements émergents, avec des fonds redirigés depuis d'autres composantes. L'inclusion du CERC au stade de la préparation, bien qu'avec un financement nul, offre la flexibilité nécessaire pour répondre à une urgence imminente ou réelle (telle que la COVID-19). Les dépenses de réponse à la crise pourraient couvrir, par exemple, la facilitation des paiements d'urgence aux groupes vulnérables de la population en utilisant l'argent mobile ; assurer la continuité des activités des fonctions gouvernementales essentielles, lorsque les fonctionnaires sont tenus de continuer à travailler à domicile ; ou le soutien aux MTPE, en particulier les plus touchées, pour résoudre leurs problèmes de liquidité immédiats, réduire les licenciements et éviter les faillites. Le CERC n'est pas censé financer des travaux de génie civil pouvant induire des risques et/ou des impacts environnementaux et sociaux négatifs.

## 3. OBJECTIF DE MISSION

## 3.1 : Objectif Général

L'objectif général de la présente mission est d'évaluer les besoins pour l'élaboration et l'instauration d'un cadre juridique spécifique et robuste en matière de cybersécurité en République de Guinée. Il s'agit de proposer à cet effet, au regard des besoins, et en tenant compte des récentes évolutions du numérique et des menaces émergentes ou des nouvelles formes de menaces en matière de sécurité des systèmes d'information ou de cybersécurité en général d'une part, et des bonnes pratiques juridiques en ce domaine au niveau sous-régional, continental et/ou international, les textes législatifs et/ou réglementaires nécessaires ou utiles pour la mise en place de ce cadre juridique d'autre part.

La mission est réalisée au nom, pour le compte et au profit du gouvernement guinéen, à travers le ministère des postes, des télécommunications et de l'économie Numérique, qui est aussi le destinataire primaire des livrables qui seront issus de la mission.

La mission profitera également à l'agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI), placée sous la tutelle technique du ministère précité des postes, des télécommunications et de l'économie Numérique. Cette agence a la charge sur le territoire guinéen de la cybersécurité en général.

## 4. ETENDUE DE LA MISSION

Le cabinet ou la firme qui sera recruté(e) devra, tout en tenant dûment compte cependant des engagements sous-régionaux, continentaux et/ou internationaux auxquels la République de Guinée aurait souscrits dans le domaine de la cybersécurité et/ou en ce qui concerne les règles, prescriptions et directives qui auraient été émises ou adoptées dans ce domaine par les organisations sous-régionales, continentales et/ou internationales dont la République de Guinée serait partie, réaliser ou exécuter les missions spécifiques ci-après :

- Procéder à l'identification des besoins pour l'élaboration et l'instauration d'un cadre juridique spécifique et robuste en matière de cybersécurité en République de Guinée, au regard notamment des meilleures pratiques existantes ou des meilleurs cadres juridiques existant en la matière au niveau sous-régional, continental et/ou international ;
- Formuler des propositions et recommandations pertinentes sur textes législatifs et/ou réglementaires à initier, prendre et/ou adapter et à mettre en œuvre pour l'instauration du cadre juridique nécessaire pour le renforcement de la cybersécurité et de la cyber-résilience sur le territoire guinéen, et ce, y compris du point de vue institutionnel, technique, technologique, opérationnel, juridique, administra-tif, économique et financier ;
- Soumettre ses propositions et recommandations visées au point précédent ou à la boulette précédente, aux autorités compétentes au sein du ministère des postes, des télécommunications et de l'économie Numérique, en l'occurrence au ministre ou à la ministre en charge de ce ministère, et/ou aux repré-sentants autorisés ou désignés dudit Ministre ou de ladite Ministre, aux fins de la validation ou de l'approbation préalable du contenu des propositions ou recommandations formulées par le Cabinet ou la firme ;
- Rédiger et élaborer les propositions de textes législatifs et/ou réglementaires qui auront été identifiés pour l'instauration du cadre juridique susvisé de la cybersécurité en République de Guinée, et sou-mettre ces propositions aux autorités susmentionnées du ministère des postes, des télécommunica-tions et de l'économie Numérique, pour validation ou approbation préalable ;
- Produire un rapport final d'exécution de la mission.

## 5. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES

## 5.1 Expérience générale du cabinet Qualifications du Cabinet

Le cabinet à recruter doit être doté de solides compétences en matière d'élaboration de textes légaux et réglementaires, et de préférence dans le domaine des Télécommunications/TIC, du numérique en général et de la cybersécurité, de la cybercriminalité et/ou de la protection des données à caractère personnel en particulier.

Le cabinet devra justifier d'une grande qualification, et de solides compétences, ainsi que d'une expérience avérée dans la conduite et la mise en œuvre de missions similaires ou analogues à la mission objet des présents Termes de Référé-

rences (TDR.

Le cabinet devra en particulier justifier des critères d'expérience ci-après :

• **Expérience générale :**

o Une expérience avérée d'au moins cinq (05) ans dans la rédaction ou la révision de textes législatifs et réglementaires dans le secteur de l'économie numérique ;

• **Expériences spécifiques :**

- Avoir effectué au moins deux (02) missions similaires au cours des cinq (05) dernières années. Une expérience en Afrique, et surtout en Afrique de l'Ouest, serait un atout. Chaque mission supplémentaire sera aussi un atout ;
- Avoir une expérience d'au moins cinq (05) ans dans l'analyse ou le développement de réglementations et/ou de législations sur la cybersécurité, la cybercriminalité, la protection des données à caractère personnel et/ou dans un domaine connexe ;
- Avoir une bonne connaissance du cadre juridique sous-régional, continental et/ou international en matière de cybersécurité, de lutte contre la cybercriminalité et la protection des données personnelles. La connaissance du cadre juridique applicable au niveau de la CEDEAO en ces domaines, serait un atout ;
- Une bonne connaissance de l'industrie du numérique et notamment des questions liées à la cybersécurité et les enjeux y afférents ;
- Avoir une bonne connaissance de l'environnement juridique applicable aux télécommunications/TIC, aux transactions électroniques, à la cybercriminalité et/ou à la protection des données à caractère personnel en République de Guinée, serait aussi un atout.

Les qualifications, compétences et expériences du cabinet ou du personnel dudit cabinet devront être justifiées par des certificats et attestations de bonne fin d'exécution ou par tout autre document de nature à justifier de ces qualifications, compétences et expériences, notamment les Curriculum Vitae (CV) et diplômes de ce personnel, ainsi que les fiches de tâches dudit personnel concerné et les qualifications requises.

**5.2. Personnel-Clé du Cabinet**

Le personnel clé du cabinet qui devra être recruté devra être composé au minimum des experts aux profils ci-après :

- Un (01) Juriste Senior (chef de mission);
- Un (01) juriste spécialiste du droit des télécommunications/TIC et du numérique en général, et notamment sur les questions de cybersécurité.;
- Un (01) expert en politiques et stratégies de protection et de sécurisation des systèmes d'information ;
- Un (01) ingénieur spécialiste de l'organisation et management de la sécurité des systèmes d'information ;
- Un (1) expert en Prospective et en Intelligence et Ingénierie Économique et Financière en matière de Cybersécurité.

Les experts précités doivent pour chacun d'entre eux, justifier de compétences et d'une expérience avérée dans les domaines d'activités suscités.

La connaissance de l'environnement de la cybersécurité en République de Guinée serait un plus ou un atout.

Ces experts devront exécuter les tâches mentionnées ci-dessous dans le cadre de la mission, et pour se faire, disposer des qualifications minimales également décrites ci-dessous.

**1. L'Expert Juridique Senior et Chef de Mission**

**Tâches du Chef de Mission :**

L'Expert Juridique Senior et Chef de Mission aura pour tâches, de :

- Coordonner et gérer l'exécution de la mission ;
- Diriger l'équipe d'experts en charge de la mission;
- Gérer la planification des activités de la mission et/ou le planning desdites activités ;
- Allouer les ressources et s'assurer de la bonne exécution de la mission ;
- Être le premier et principal interlocuteur du client dans le cadre de la mission et assurer toutes interactions entre le client et le cabinet ;
- Analyser les enjeux et la portée de la mise en œuvre des dispositions régionales en matière de cyber-sécurité et de garantir l'achèvement de la mission dans les délais impartis, et dans le strict respect des objectifs spécifiques assignés et susmentionnés de la mission, ainsi que des résultats et livrables attendus et également mentionnés ci-dessus ;
- Coordonner, gérer et faciliter les interactions entre les experts du cabinet intervenant dans l'exécution de la mission, ainsi que les interventions desdits experts d'une part, mais aussi en ce qui concerne leurs interactions avec les équipes ou services concerné(e)s du client d'autre part ;
- Coordonner et assurer la liaison et les communications entre le cabinet et l'UGP – WARDIP GUINEE d'une part, et avec le client (le MPTEN) d'autre part, dans le cadre ou au titre de la mission ;
- Assurer le reporting régulier de l'exécution de la mission ou concernant cette exécution, à l'UGP – WARDIP GUINEE et au client (le MPTEN).

**Qualifications du Chef de Mission :**

L'Expert Juridique Senior et Chef de Mission doit avoir les qualifications minimales

ci-après :

- Éducation/Formation : Avoir au moins un Master en droit ou dans un domaine connexe ;
- Expérience professionnelle générale : Avoir au moins dix (10) années d'expérience professionnelle dans la pratique du droit en général et l'élaboration de cadres juridiques et/ou réglementaires en particulier. Des compétences en légistique serait un atout ;
- Expérience(s) professionnelle(s) spécifique(s) : avoir conduit au cours des cinq (05) dernières années, au moins une (01) mission d'élaboration de cadres juridiques et/ou réglementaires au niveau national, sous-régional, régional et/ou international, dans le secteur de l'économie numérique, et notamment dans le domaine des télécommunications, des technologies de l'information et de la communication (TIC), de la cybersécurité, de la lutte contre la cybercriminalité et/ou de la protection des données à caractère personnel;
- Compétences additionnelles ou particulières : la connaissance de l'environnement juridique du secteur de l'économie numérique, et notamment des télécommunications, des technologies de l'information et de la communication (TIC), de la cybersécurité, de la lutte contre la cybercriminalité et/ou de la protection des données à caractère personnel, au niveau sous-régional ou de l'Afrique de l'Ouest, continental et/ou international, serait un atout.

**2.L'Expert Juridique spécialiste du droit des télécommunications/TIC et du numérique en général**

Tâches de L'Expert Juridique spécialiste du droit des télécommunications/TIC et du numérique en général

L'Expert Juridique spécialiste du droit des télécommunications/TIC et du numérique en général aura, sous l'autorité, la coordination et la supervision du Chef de Mission, pour tâches, de :

- Fournir au nom et pour le compte du cabinet et notamment aux autres experts au sein du cabinet, mais aussi au client et/ou à ses équipes ou services concernés, son expertise juridique, des conseils juridiques et/ou toutes autres tâches de nature juridique en rapport avec la mission ou en lien avec celle-ci ;
- Assister le chef de mission et les autres experts intervenant dans le cadre de leurs missions, tâches ou activités, dans la mise en œuvre desdites missions, tâches ou activités, et ce, y compris en ce qui concerne :
- L'état des lieux du cadre juridique qui existerait en République de Guinée en matière de cybersécurité et/ou dans tous autres domaines connexes, annexes ou ayant un lien ou un impact avéré ou potentiel avec ce cadre juridique;
- La réalisation d'études comparatives (benchmarkings) sur les environnements et cadres juridiques de référence (cas de bonnes pratiques) existant au niveau sous-régional ou de l'Afrique de l'Ouest, continental et/ou international, en matière de cybersécurité ;
- La rédaction et l'élaboration des propositions de textes législatifs et/ou réglementaires devant constituer et consacrer le cadre juridique attendu par le client au titre de la mission, et en matière de cybersécurité en l'occurrence, et/ou de tous autres livrables connexes ou annexes à ce cadre juridique ;
- Contribuer à l'élaboration des rapports d'étape attendus par le client dans le cadre de l'exécution de la mission ;
- Exécuter toute autre tâche ou activité en lien avec sa mission, ses tâches ou activités, son profil, ses compétences et/ou ses qualifications, qui est ou serait nécessaire pour la bonne exécution de la mission ou pour la réussite de ladite mission.

**Qualifications de L'Expert Juridique spécialiste du droit des télécommunications/TIC et du numérique en général**

L'Expert Juridique spécialiste du droit des télécommunications/TIC et du numérique en général doit avoir les qualifications minimales ci-après :

- Études/formation : Master en droit, et ou en droit des télécommunications, de l'informatique, des technologies de l'information et de la communication (TIC), du numérique et/ou dans tout autre domaine connexe en particulier;
- Expérience professionnelle générale : avoir au minimum Cinq (05) années d'expérience professionnelle dans la pratique du droit en général et l'élaboration de cadres juridiques et/ou réglementaires en particulier.;
- Expérience(s) professionnelle(s) spécifique(s) : avoir élaboré au cours des cinq (05) dernières années, au moins un (01) cadre juridique et/ou réglementaire majeur ou d'importance au niveau national, sous-régional, régional et/ou international, dans le secteur de l'économie numérique, et notamment dans le domaine des télécommunications, des technologies de l'information et de la communication (TIC), de la cybersécurité, de la lutte contre la cybercriminalité et/ou de la protection des données à caractère personnel.
- Compétences additionnelles ou particulières : la connaissance des instruments juridiques des organisations sous-régionales, continentales et internationales auxquelles la République de Guinée est partie, en matière de cybersécurité, de cybercriminalité et de protection des données à caractère personnel, est exigée.

La connaissance de l'environnement juridique global du secteur de l'économie numérique, et notamment des télécommunications, des technologies de l'information

et de la communication (TIC), de la cybersécurité, de la lutte contre la cybercriminalité et/ou de la protection des données à caractère personnel, à l'échelle des pays de la sous-région ouest-africaine, du continent africain et/ou au niveau international, serait un atout.

**3. L'Expert en Politiques et Stratégies de Protection et de Sécurisation des Systèmes d'Information**

Tâches de l'Expert en Stratégies de Protection et de Sécurisation des Systèmes d'Information:

L'expert en stratégies de protection et de sécurisation des systèmes d'information aura, sous l'autorité, la coordination et la supervision du Chef de Mission, pour tâches, de :

- Faire l'état des lieux des stratégies qui existeraient, auraient été initiées ou seraient déjà mises en œuvre à la date de démarrage de la mission en République de Guinée, y compris par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et/ou par toutes autres entités publiques, en matière de sécurité ou de sécurisation des systèmes d'information ou de cybersécurité en général;
- Réaliser des études comparatives (benchmarkings) sur les bonnes stratégies (cas de bonnes pratiques) en vigueur au niveau sous-régional ou de l'Afrique de l'Ouest, continental et/ou international, en matière de protection ou de sécurisation des systèmes d'information ou de cybersécurité en général ;
- Proposer, y compris aux autres experts de l'équipe projet ou en charge de la mission, des stratégies pertinentes de sécurisation des systèmes d'information, en vue de leur déclinaison et de leur codification dans le cadre juridique et notamment des textes législatifs et/ou réglementaires qui sera ou qui seront rédigé(s) ou élaboré(s) au titre de la mission ou à l'issue de celle-ci ;
- Assister au besoin, dans le cadre de ses attributions et tâches, les autres experts ou membres de l'équipe-projet ou en charge de la mission, dans l'exécution de leurs missions, tâches ou activités ;
- Contribuer à l'élaboration des rapports d'étape attendus par le client dans le cadre de l'exécution de la mission ;
- Exécuter toute autre tâche ou activité en lien avec sa mission, de ses tâches ou activités, son profil, ses compétences et/ou ses qualifications, qui est ou serait nécessaire pour la bonne exécution de la mission ou pour la réussite de ladite mission.

Qualifications de l'Expert en Stratégies de Protection et de Sécurisation des Systèmes d'Information

L'Expert en Stratégies de Protection et de Sécurisation des Systèmes d'Information doit avoir les qualifications minimales ci-après :

- Études/formation : Master ou ingénierie en Informatique et/ou en Technologies de l'information et de la communication (TIC) ;
- Expérience professionnelle générale : minimum de six (06) années d'expérience professionnelle dans le domaine de l'Informatique, des Technologies de l'information et de la communication (TIC), du numérique et/ou de la cybersécurité ou de la sécurité des systèmes d'information, avec une bonne maîtrise des enjeux stratégiques liés à la sécurisation et à la protection des systèmes d'information, et à fortiori des stratégies à implémenter et/ou à mettre en œuvre pour la sécurisation et la protection desdits systèmes ;
- Expérience(s) professionnelle(s) spécifique(s) : avoir participé au cours des cinq (05) dernières années à élaboration une ou des stratégie(s) de sécurisation et de protection des systèmes d'information ou en matière de cybersécurité.
- Compétences additionnelles ou particulières : la connaissance des enjeux et défis liés à la sécurisation et à la protection des systèmes d'information ou en matière de cybersécurité en général au sein des organisations sous-régionales, continentales et internationales auxquelles la République de Guinée est partie, en ce domaine, serait un atout.

**4. L'Ingénieur Spécialiste en Organisation et Management de la Sécurité des Systèmes d'Information :**

Tâches de l'Ingénieur Spécialiste en Organisation et Management de la Sécurité des Systèmes d'Information:

L'Ingénieur Spécialiste en Organisation et Management de la Sécurité des Systèmes d'Information aura, sous l'autorité, la coordination et la supervision du Chef de Mission, pour tâches, de :

- Faire la revue ou l'état des lieux technique, technologique et opérationnel existant à la date de démarrage de la mission, en matière de protection et de sécurisation des systèmes d'information ou de cybersécurité en général, mais aussi en ce qui concerne les infrastructures, équipements, matériels, outils et systèmes entrant dans le cadre de cette protection et sécurisation, ainsi que sur les normes, standards, référentiels, procédures et pratiques existants ou en vigueur en ce domaine ;
- Réaliser des études comparatives (benchmarkings) sur les cas de bonnes pratiques en termes d'infrastructures, d'équipements et de technologies déployés et/ou mis en œuvre en vigueur au niveau de la sous-région ouest-africaine,

du continent africain et/ou au niveau international, en matière de protection ou de sécurisation des systèmes d'information ou de cybersécurité en général, mais aussi en ce qui concerne les aspects techniques et opérationnels et sur les normes, standards, référentiels, procédures et pratiques existants ou en vigueur en ce domaine au sein de ces sphères géographiques ;

- Proposer ou recommander, suite à l'état des lieux et aux études comparatives (benchmarkings) précité(s), et en lien avec l'Expert en Stratégies de Protection et de Sécurisation des Systèmes d'Information :
  - des mesures pertinentes, efficaces et efficientes à déployer et/ou mettre en œuvre en République de Guinée, du point de vue technique et opérationnel, pour une bonne protection des systèmes d'information sur le territoire guinéen ;
  - Les infrastructures, équipements, matériels, outils et systèmes à acquérir, déployer et/ou à mettre en œuvre en République de Guinée, pour une protection et une sécurisation efficace et efficiente des systèmes d'information en République de Guinée, et ce, en, vue de leur encadrement juridique au besoin, et notamment en ce qui concerne leur installation, leur utilisation ou leur exploitation ;
  - les normes, standards, référentiels, procédures et bonnes pratiques à implémenter, déployer et/ou mettre en œuvre pour l'atteinte de cet objectif de protection et de sécurisation desdits systèmes d'information ;
- Assister au besoin, dans le cadre de ses attributions et tâches, les autres experts ou membres de l'équipe-projet ou en charge de la mission, dans l'exécution de leurs missions, tâches ou activités ;
- Contribuer à l'élaboration des rapports d'étape attendus par le client dans le cadre de l'exécution de la mission ;
- Exécuter toute autre tâche ou activité en lien avec sa mission, ses tâches ou activités, son profil, ses compétences et/ou ses qualifications, et qui est ou serait nécessaire pour la bonne exécution de la mission ou pour la réussite de ladite mission.

Qualifications de l'Ingénieur Spécialiste en Organisation et Management de la Sécurité des Systèmes d'Information :

L'Ingénieur Spécialiste en Organisation et Management de la Sécurité des Systèmes d'Information doit avoir les qualifications minimales ci-après :

- Études/formation : Master ou ingénierie en Informatique et/ou en Technologies de l'information et de la communication (TIC) ;
- Expérience professionnelle générale : minimum de cinq (05) années d'expérience professionnelle dans le domaine de l'Informatique, des Technologies de l'information et de la communication (TIC), du numérique et/ou de la cybersécurité ou de la sécurité des systèmes d'information;
- Expérience(s) professionnelle(s) spécifique(s) : avoir exécuté au niveau national, sous-régional, régional et/ou international, au cours des cinq (05) dernières années, une mission similaire ou analogue à sa présente mission sus-décrite ou comprenant l'ensemble de ses tâches mentionnées précédemment, en son propre nom et/ou au nom et pour le compte d'un cabinet recruté ou mandaté à cet effet, et le cas échéant, avoir participé à l'exécution d'une telle mission ;
- Compétences additionnelles ou particulières : la connaissance des infrastructures, équipements, matériels, outils, technologies et systèmes, ainsi que des normes, standards, référentiels, procédures et bonnes pratiques en vigueur au sein des organisations sous-régionales, continentales et internationales auxquelles la République de Guinée est partie, ou qui seraient recommandés, prescrits ou exigés au sein desdites organisations, dans le cadre de la sécurisation et de la protection des systèmes d'information ou en matière de cybersécurité en général, et ce, eu égard notamment aux politiques, stratégies et/ou aux instruments juridiques applicables au sein de ces organisations, serait un atout.

**5. L'Expert en Prospective et en Intelligence et Ingénierie Économique et Financière en matière de Cybersécurité :**

Tâches de l'Expert en Prospective et en Intelligence et Ingénierie Économique et Financière en matière de Cybersécurité :

L'Expert en Prospective et en Intelligence et Ingénierie Économique et Financière en matière de Cybersécurité aura, sous l'autorité, la coordination et la supervision du Chef de Mission, pour tâches, de :

- Faire la revue ou l'état des lieux des politiques, stratégies et/ou des instruments juridiques qui existeraient en République de Guinée, sur le plan économique et financier ou de ce point de vue, en matière de protection et/ou de sécurisation des systèmes d'information ou de cybersécurité sur le territoire guinéen en général;
- Réaliser des études comparatives (benchmarkings) sur les cas de bonnes politiques, stratégies et/ou sur les instruments juridiques pertinents en vigueur au niveau sous-régional ou de l'Afrique de l'Ouest, continental et/ou international, du point de vue économique et financier en matière de protection et/ou de sécurisation des systèmes d'information ou de cybersécurité en général ;
- Proposer, y compris aux autres experts de l'équipe-projet ou en charge de la mission, et à la suite de la revue ou de l'état des lieux ainsi que des études comparatives précité(s), les politiques, stratégies et/ou les instruments juridiques pertinents à initier, adopter et/ou à mettre en œuvre en République de

Guinée en matière économique et financière, dans le cadre de la protection et/ou de la sécurisation des systèmes d'information ou de la cybersécurité en général, et ce, en vue du renforcement de cette protection et de cette sécurisation, et de leur déclinaison et codification au besoin dans le cadre juridique et notamment des textes législatifs et/ou règlementaires qui sera rédigé ou qui seront rédigés ou élaboré(s) au titre de la mission ou à l'issue de celle-ci ;

- Assister au besoin, dans le cadre de ses attributions et tâches, les autres experts ou membres de l'équipe-projet ou en charge de la mission, dans l'exécution de leurs missions, tâches ou activités ;
- Contribuer à l'élaboration des rapports d'étape attendus par le client dans le cadre de l'exécution de la mission ;
- Exécuter toute autre tâche ou activité en lien avec sa mission, ses tâches ou activités, son profil, ses compétences et/ou ses qualifications, et qui est ou serait nécessaire pour la bonne exécution de la mission ou pour la réussite de ladite mission.

Qualifications de l'Expert en Prospective et en Intelligence et Ingénierie Economique et Financière en matière de Cybersécurité

L'Expert en en Prospective et en Intelligence et Ingénierie Économique et Financière en matière de Cybersécurité, doit avoir les qualifications minimales ci-après :

- Études/formation : Master en Sciences Économiques, en Finances Publiques, ou en Ingénierie Éco-nomique et/ou Financière;
- Expérience professionnelle générale : minimum de six (06) années d'expérience professionnelle dans la pratique des sciences économiques, des finances publiques, et/ou dans le domaine de l'ingénierie économique et/ou financière ;
- Expérience(s) professionnelle(s) spécifique(s) : avoir déjà élaboré, au cours des cinq (05) dernières années, et à un niveau national, sous-régional, régional et/ou international, une ou des politiques, stratégies et/ou des instruments juridiques en matière économique et/ou financière dans le domaine des Télécommunications, de l'Informatique, des Technologies de l'information et de la communication (TIC), et/ou du numérique en général.

Une telle expérience dans le cadre de la protection et/ou de la sécurité des systèmes d'information ou en matière de cybersécurité en général, serait un atout ;

- Compétences additionnelles ou particulières : la connaissance des enjeux et défis liés au financement de la protection et/ou de la sécurité des systèmes d'information ou en matière de cybersécurité en général au niveau de la sous-région ouest-africaine, du continent africain et/ou au niveau international, serait un atout.

La connaissance de ces enjeux et défis dans le contexte guinéen aussi, serait un atout.

## 6 DURE E DE LA MISSION.

La mission a une durée maximum de à quatre-vingt-dix (90) jours calendaires compter de la date de l'émission de l'Ordre de démarrage des Services qui notifie le début des prestations. La charge de travail est évaluée en « homme-jours » de prestations.

La mission se déroulera en République de Guinée, pour les réunions de cadrage, l'état des lieux, la collecte documentaire (au besoin) et la tenue de l'atelier susmentionné de vulgarisation et de formation sur les nouveaux textes juridiques qui seront adoptés.

## 7 PROCEDURE ET METHODE DE SELECTION

Le Cabinet sera recruté suivant la méthode de sélection fondée sur les Qualifications du Consultant (SQC) telle que décrites dans les Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant de la Banque mondiale le financement de projets d'investissement Règlements de Passation des Marchés de l'IDA (Edition septembre 2023).

Les cabinets intéressé(e)s peuvent soumettre leur dossier et/ou obtenir des informations supplémentaires, au sujet des Termes de Reference à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : wardipguinee@gmail.com, cdiallo@hotmail.com, Lundi au jeudi de 9h à 16h 00 et le vendredi de 9h à 13h 00, (+224) 622 84 54 04

Les dossiers de soumission doivent être déposés à l'adresse ci-dessous par courrier électronique ou en personne au plus tard le 20 Septembre 2024 à 14 heures. wardipguinee@gmail.com, cdiallo@hotmail.com

ou

Projet de Transformation Numérique pour l'Afrique / Programme Régional d'Intégration Numérique de l'Afrique de l'Ouest (DTfA/ WARDIP), Commune de Ratoma ; Tel : (+224) 622 84 54 04.

Le dossier de candidature doit porter la mention « Recrutement d'un Cabinet ou d'une Firme pour la Revue du Cadre Juridique de la Cybersécurité et de la Lutte contre la Cybercriminalité en République de Guinée » en objet du courrier

Conakry, le 13 Septembre 2024

Le Coordonnateur  
Cellou DIALLO



REPUBLIQUE DE GUINÉE  
TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITÉ



MINISTÈRE DES TRANSPORTS  
AGENCE GUINÉENNE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE

## Section 0. Avis d'Appel d'Offre (AAO) Avis d'Appel d'Offres Ouvert National (AAOON)

### MINISTÈRE DES TRANSPORTS Agence Guinéenne de la Sécurité Routière "AGUISER" AAOON No: 03/MT/AGUISER/BND/2024

1- Le Ministère des Transports à travers l'Agence Guinéenne de la Sécurité Routière (AGUISER) a sollicité et obtenu un financement du Budget National de Développement dans le cadre de son budget 2024 ; et a l'intention d'utiliser une partie de ce fonds pour effectuer des paiements au titre du marché de « l'Organisation de la 3ème édition de la Semaine Nationale de la Sécurité Routière (SENASER) :

Lot unique : Confection de 4 000 Tee-Shirts et 30 chemises, de 4 000 Casquettes blanc, de 500 Goodies, de 50 banderoles, de 10 000 dépliants, de 2 000 autocollants et de 20 Kakemonos ;

Le marché sera exécuté dans un délai d'un (01) mois à compter de la date de notification de l'ordre de commencer les travaux.

2- Le Ministère des Transports à travers l'Agence Guinéenne de la Sécurité Routière (AGUISER) sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour « l'Organisation de la 3ème édition de la semaine Nationale de la Sécurité Routière (SENASER) » :

Lot unique : Confection de 4 000 Tee-Shirts et 30 chemises, de 4 000 Casquettes blanc, de 500 Goodies, de 50 banderoles, de 10 000 dépliants, de 2 000 autocollants et de 20 Kakemonos ;

3- La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 23 et suivants du Code des marchés publics, concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 64 du Code des Marchés Publics.

4- Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Direction Générale de l'Agence Guinéenne de Sécurité Routière (AGUISER), et de la Personne Responsable des Marchés Publics, Tel : 660 08 12 97/663 71 53 09, E-mail : prmp.aguiser@gmail.com et prendre connaissance des documents d'appel d'offres mentionnés ci-dessus du Lundi au Jeudi de 9h à 16h 30mn et les Vendredis de 9h à 12h.

5- Les exigences en matière de qualification sont : (voir le document d'appel d'offres pour les informations détaillées).

6- Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-dessus, à compter du Lundi 02/09/2024 contre un paiement non remboursable de : Un Million francs guinéens (1 000 000 GNF). Les paiements seront effectués à la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) comme suit :

- 50% au compte N°4111071 du receveur Central du Trésor ;M
- 30% au compte N° 2011000407 de l'ARMP ouvert à la BCRG.
- 20% à l'autorité contractante (AGUISER) sur présentation des deux (2) reçus de versement.

Le document d'Appel d'offres sera immédiatement remis aux candidats intéressés ou adressé à leurs frais.

7- Les offres sont rédigées en langue française et devront être déposées en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies à l'adresse ci-après :

- Personne Responsable des Marchés Publics, Agence Guinéenne de Sécurité Routière (AGUISER), dans un délai de Trente (30) jours au plus tard le Mardi 01/10/2024 à 10 h 00mn ;
- Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes ;
- Les offres seront ouvertes le cas échéant, en présence d'un observateur de la DGCMP, un observateur indépendant de l'ARMP et des représentants des Soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis, à l'adresse : salle de réunion de l'AGUISER, Mardi 01/10/2024 à 10h 30mn.
- Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission d'un montant de : 2% du montant de l'offre pour chaque lot. Cette garantie demeure valide pendant (120) jours.
- Les offres devront demeurer valides pendant une durée de (90) jours à compter de la date limite de soumission.

8- Une redevance de régulation de 0,6% du montant hors taxes du marché sera pris en charge par l'attributaire au bénéfice de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics conformément aux dispositions de l'article 41 du Décret D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020 et de l'article 2 de l'Arrêté conjoint AC/2020/2304/MEF/MB/SGG du 07 Août 2020.

9- Suivant l'arrêté N°1252/MEF/CAB/SSG du 5 Avril 2023, portant attributions et organisation de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics, 0, 3% du Montant hors taxes du contrat seront perçus comme frais d'immatriculation du contrat conformément à l'article premier dudit arrêté.

Le Directeur Général  
MINISTÈRE DES TRANSPORTS  
AGENCE GUINÉENNE  
DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE  
Directeur Général  
**Thierno Mamadou BARRY**



**REPUBLIQUE DE GUINEE  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE**



**PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE GUINEENNE  
ET DE L'ENTREPRENARIAT AGRICOLE DES JEUNES (PATAG – EAJ)  
AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT  
(SERVICES DE CONSULTANT INDIVIDUEL)  
AMI /N°15 /PATAG –EAJ/2024**

**RELATIF A LA SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR L'AUDIT DE CONFORMITE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE EXECERCICES 2023 2024 et 2025**

**Financement : Banque Africaine de Développement**

**SECTEUR : AGRICULTURE**

Référence de l'accord de financement :

N° du PRET : 5900150002251

N° du DON : 5900155014554

N° d'identification du projet : P-GN-A00-004

Date de l'avis : 13 Septembre 2024

1. Le Gouvernement de la République de Guinée a sollicité et obtenu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement sous forme de don et prêt afin de couvrir le coût du Projet d'Appui à la Transformation de l'Agriculture Guinéenne et de l'Entrepreneariat Agricole des Jeunes (PATAG- EAJ), et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat de services de consultant individuel pour la réalisation de l'audit de conformité environnementale et sociale exercices 2023 2024 et 2025,

2. Le Ministère de l'Agriculture, agissant en qualité de l'Agence d'Exécution du Projet d'Appui à la Transformation de l'Agriculture Guinéenne et de l'Entrepreneariat Agricole des Jeunes (PATAG- EAJ au compte du Gouvernement de la République de Guinée envisage d'utiliser une partie des sommes accordées au titre du prêt et du don du projet pour financer le contrat de prestation pour la réalisation de l'audit de conformité environnementale et sociale exercices 2023. 2024 et 2025.

3. L'objectif général de la mission est d'évaluer la performance et le niveau de conformité du projet aux exigences E&S applicables. De manière spécifique il s'agira notamment de : (i) évaluer le degré de conformité avec les dispositions de l'accord de financement, y compris les législations, réglementations, standards et procédures nationales ; (ii) vérifier les exigences environnementales et sociales de la Banque et les bonnes pratiques industrielles internationales (BPII) du secteur du projet ; (iii) identifier les non-conformités et les lacunes ainsi que les causes directes et profondes de ces non-performances ; (iv) recommander des actions correctives (v) formuler une opinion indépendante sur l'application correcte des normes E&S des directives de la Banque Africaine de Développement, du guide général de réalisation des Etudes d'Impact Environnemental et Social de la République de Guinée et de manière conforme aux accords de financement du Projet . l'audit inclura une évaluation détaillée de la performance de l'équipe du projet ainsi que celle de l'effectivité de l'appui apporté par la Banque.

4. Le consultant travaillera sous la supervision de l'UGP du projet. La durée des prestations est de 30 jours par exercice hors délais de validation du rapport.

**Qualifications du consultant**

5. Le consultant individuel sélectionné doit répondre aux exigences minimales suivantes :

- Être titulaire au moins d'un diplôme Bac+5 en sciences environnementale ou dans les disciplines liées à la gestion environnementale et sociale ou un diplôme équivalent ;
- Avoir au moins une expérience professionnelle de huit (08) ans en audit environnemental et social. Une expérience dans les grands domaines de l'évaluation environnementale et sociale pour les programmes et projets similaires et, dans la gestion et la surveillance de l'environnement ; avoir réalisé ou participé dans une équipe de réalisation d'au moins 2 audits environnementaux et sociaux des programmes ou projets similaires ;
- Disposer des expériences dans la préparation et/ou la gestion de la mise en œuvre des Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES), Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES), Plan d'Action et de Réinstallation (PAR) de projets financés par la BAD ou Partenaires techniques et financiers (PTF)
- Avoir un esprit d'équipe, une forte capacité de rédaction et le sens de l'innovation et d'adaptation
- Une expérience de la Guinée serait un avantage supplémentaire.

**Les consultants seront évalués conformément aux critères ci-dessous :**

NB : les expériences doivent être justifiées par des attestations de services faits pour être comptabilisées

6. Seuls les consultants qui ont obtenu 70 points ou plus seront qualifiés en vue d'accomplir cette mission. Le candidat ayant obtenu la note la plus élevée et supérieure à la note minimale ci-dessus mentionné sera invité à la proposition d'une proposition technique et financière afin de la négociation du contrat. Au cas où des consultants seront classés premier exaquo, le/la candidat (e) ayant le plus grand nombre d'expériences justifiées, évaluées au point 3.2 sera retenu (e). La mission se déroulera entre Boke et Boffa,

7. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux cadres passation de marchés pour les

opérations financées par le groupe de la Banque Edition octobre 2015, qui sont disponibles sur le site Web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. L'intérêt manifesté par un consultant n'implique aucunement obligation de la part de l'emprunteur de le retenir sur la liste restreinte

8. Les dossiers de candidature doivent être constitués de :

- Une lettre de motivation adressée au coordonnateur du Projet
- Un CV détaillé et signé
- Une copie du ou des diplômes
- Les attestations ou certificats de services faits
- Les références des anciens employeurs
- Tout autre document jugé pertinent par le candidat

N°	Désignations	Notations
<b>1</b>	<b>Qualifications du consultant</b>	<b>10 points</b>
1.1	BAC+5 en sciences environnementales ou un diplôme équivalent	10 points
1.2	Diplôme inférieur à BAC + 5 ou non conforme	0 point
	(le candidat sera éliminé à ce stade)	
<b>2</b>	<b>Expériences générales</b>	<b>35points</b>
2.1	Avoir au moins une expérience professionnelle de huit (08) ans en audit environnemental et social, l'évaluation environnementale et sociale pour les programmes et projets similaires et, dans la gestion et la surveillance de l'environnement	25points
2.2	Plus de huit (08) ans expérience professionnelle en audit environnemental et social, l'évaluation environnementale et sociale pour les programmes et projets similaires et, dans la gestion et la surveillance de l'environnement	10 points soit 2,5 points/années supplémentaire)
2.3	Moins de huit (08) ans d'expérience professionnelle en audit environnemental et social, l'évaluation environnementale et sociale pour les programmes et projets similaires et, dans la gestion et la surveillance de l'environnement	0 point
<b>3</b>	<b>Expériences spécifiques dans la tâche décrite dans les TDR</b>	<b>50 points</b>
3.1	Avoir au moins deux (02) expériences spécifiques dans la réalisation des EIES, PGES et PAR des projets de développement financés par la BAD ou autres Partenaires Techniques et Financiers (PTF), au cours des cinq (05) dernières années (2021-2020-2019-2018-2017)	15 points
3.2	Avoir au moins deux (02) expériences spécifiques dans la réalisation des missions d'audit environnemental et social des projets similaires au cours des cinq (05) dernières années	30 points (15 points /expérience)
3.3	Avoir une expérience spécifique de mission d'audit de conformité environnementale et sociale d'un projet développement financé par la BAD	5 points
<b>4</b>	<b>Autres Connaissances</b>	<b>5 points</b>
4.1	Une expérience de la Guinée serait un avantage supplémentaire	5 points
	<b>Total</b>	<b>100</b>

9. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires notamment les Termes de référence de la mission à l'adresse mentionnée ci-dessous.

Siège de la Coordination du projet, sis au Quartier Kipé Centre Emetteur, Commune de Ratoma Transversal No2 en face de l'Immeuble Séta Motors, Conakry, République de Guinée Tel:+224 621 35 82 51/623 28 81 46 /657 17 92 99. E-mail : soulcam418@gmail.com batigou@yahoo.fr: du lundi au vendredi de 09heures à 16 heures.

11- Les candidats devront faire parvenir leur candidature rédigée en français par voie électronique en version PDF aux adresses emails ci-dessus ou en version papier à la Coordination du Projet, sis au Quartier Kipé Centre Emetteur, Commune de Ratoma Transversal No2 en face de l'Immeuble Séta Motors Conakry République de Guinée Tel:+224 621 35 82 51/623 28 81 46 : du lundi au vendredi de 09heures à 16 heures, au plus tard le 03 Octobre 2024 sous pli fermé portant la mention « **CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR L'AUDIT DE CONFORMITE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE EXERCICES 2023, 2024 , 2025 DU PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE GUINEENNE ET DE L'ENTREPRENARIAT AGRICOLE DES JEUNES (PATAG – EAJ)** ».

**Conakry, le 13 /09/2024**

Le Coordonnateur

Atigou BALLE RG/MA





## RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

- Email [info@uganc.edu.gn](mailto:info@uganc.edu.gn)
- Tél: (+224) 620 84 18 36
- BP : 1147 Conakry

### Avis d'Appel d'Offres (AAO)

#### Avis d'Appel d'Offres National (AA0) AAO/N° 001 /UGANC/RECT/PRMP/2024

Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans le journal des appels d'offres.

L'Université Gamal Abdel Nasser De Conakry (UGANC), a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget, des fonds, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché d'acquisition de travaux de rénovation, d'entretien de bâtiments pédagogiques, de fourniture de mobiliers de bureau, d'équipements informatiques et pédagogiques, de réalisation de prestations de maintenance électrique, informatique, de climatiseurs et d'entretien de locaux. Les travaux seront réalisés dans un délai contractuel de deux (2) ans renouvelables une seule fois. Le délai d'exécution des prestations sera spécifié dans chaque bon de commande.

L'Université Gamal Abdel Nasser De Conakry (UGANC) sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour les prestations susmentionnées en lot unique, par le biais d'accord-cadre à Bons de commande.

Ce marché est un contrat-cadre sans minimum ni maximum, conformément à l'article 47 du Code des Marchés Publics.

La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 23 et suivants du Code des marchés publics guinéen concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 64 du Code des Marchés Publics.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de Monsieur Moussa KABA, la Personne Responsable des Marchés Publics et des Partenariats Publics Privés (PRMP) Tél. 620 84 18 36/664 00 92 45 [moussasadjikoba@gmail.com](mailto:moussasadjikoba@gmail.com) et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après: Université Gamal Abdel Nasser de Conakry Bloc Administratif Bureau N° 204, (2ème étage) Lundi- jeudi de 9 heures à 16 heures, Vendredi, de 9 heures 13 heures.

Les exigences en matière de qualification sont : La situation financière des trois dernières années; avoir un chiffre d'affaires annuel moyen des activités sur les trois dernières années; fournir l'attestation de capacité de financement; Avoir exécuté trois (3) marchés similaires au cours des cinq (5) dernières années. (Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées).

Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-après : UGANC/Bureau de la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP/UGANC), à compter du Lundi 16 Septembre 2024 contre un paiement non remboursable d'Un million Francs Guinéens (1 000 000 GNF). Le paiement se fera dans les comptes ci après, ouverts dans les livres de la Banque Centrale:

- 50% au compte N° 4111071 du Receveur spécial du Trésor, contre délivrance d'une quittance libératoire;
- 30% au compte N 2011000407 de l' ARMP ouvert à la° BCRG ;
- 20% au compte de l'Autorité contractante sous le N : 2011000257.

Le document d'Appel d'offres sera immédiatement remis aux candidats intéressés après présentation des reçus de versement ou adressé à leur frais par courrier physique ou électronique.

Les offres devront être rédigées en langue française et déposées en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies à l'adresse ci-après: la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) de l'UGANC, au plus tard le Mercredi, 16 Octobre 2024 à 11 h 30 mn.

Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées sans être ouvertes, aux frais des soumissionnaires concernés.

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis et le cas échéant, en présence d'un observateur indépendant et celui de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP) à l'adresse ci-après: République de Guinée, ville de Conakry, Université Gamal Abdel Nasser de Conakry, Bloc Administratifs, 1er Etage, salle de conseil de rectorat le 16 Octobre 2024 à 12h 00mn.

Les offres doivent comprendre une redevance de régulation de 0,60% du montant hors taxe du marché à verser sur le compte de l'ARMP conformément aux dispositions du Décret D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020, portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et de l'Arrêté conjoint A/2304/MEF/MB/SGG du 07 août 2020 portant modalités de paiement de la redevance de régulation et de la quote-part des produits de vente (ou prix de cession) des dossiers d'appel d'offres, joint en annexe au présent Dossier d'Appel d'Offres.

Aussi, les offres doivent également comprendre le paiement des frais d'immatriculation du contrat à la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP), au taux de 0,3% du Montant Hors Taxes du marché, supporté systématiquement par le titulaire du contrat et ce, conformément aux dispositions de l'arrêté A/2023/1252/MEF/CAB/SGG du 05 Avril 2023, modifiant l'arrêté A/2023/1057/MEF/CAB/SGG du 23 Mars 2023 portant attributions et organisation de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP).

Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission d'un montant d'un montant de Cinquante Millions de francs Guinéens (50 000 000 GNF). Cette garantie demeure valide pendant trente (30) jours après l'expiration de la durée de validité de l'offre.

Les offres devront demeurer valides pendant une durée de quatre-vingt-dix

(90) jours à compter de la date limite de soumission.

La législation régissant l'appel d'offres.

Le Recteur



Pr. Alpha Kabinet KEITA



REPUBLIQUE DE GUINEE  
TRAVAIL – JUSTICE - SOLIDARITÉ



MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE  
AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET  
SERVICES DE CONSULTANT  
N° : GN-PDACG-439035-CS-QCBS

Pays : République de Guinée  
Client : Ministère de L'Agriculture et de L'Elevage, représenté par le Projet de Développement de l'Agriculture Commerciale en Guinée (PDACG)  
Référence de l'accord de financement : IDA : Crédit N° : 6771-GN & Don N° : D713-GN  
N° d'Identification du Programme : P164184

**Titre : « RECRUTEMENT D'UN CABINET/FIRME POUR LA REALISATION DES ETUDES TECHNIQUES D'APS, D'APD ET L'ELABORATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES POUR LA REHABILITATION DE 500 KM DE ROUTES RURALES ET LA CONSTRUCTION DES OUVRAGES DE FRANCHISSEMENT DANS LES PRÉFECTURES DE BOKE ET KINDIA ».**

**DEBUT : 06/09/2024**

**FIN : 23/09/2024**

Le Projet de Développement de l'Agriculture Commerciale en Guinée (PDACG) s'inscrit dans le cadre de l'exécution du Programme Accélééré de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable 2016-2020 (PASAN-DAD) qui est l'une des stratégies du Gouvernement de la Guinée pour la mise en œuvre du volet relatif à l'Agriculture contenu dans son Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) élaboré et en exécution pour la période de 2016-2020. Le projet vise également à contribuer à l'accélération de la mise en œuvre du Plan National d'Investissement Agricole, de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN-2018-2025) soutenu par l'Union Africaine (UA) et la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

L'approche du projet est fondée sur la transformation du secteur agroalimentaire en un secteur agricole commercial compétitif susceptible d'attirer des investissements privés pour développer en Guinée des chaînes de valeur agricoles en vue d'approvisionner les marchés à croissance rapide et créer des emplois et des opportunités économiques. Les principes d'intervention du projet sont essentiellement de : (i) tirer parti des infrastructures de transport existantes le long des corridors Boké-Kamsar et Kindia-Conakry, (ii) concentrer le soutien initial du projet sur les chaînes de valeur à fort potentiel (fonio, fruits, viande rouge et volaille, noix de cajou, etc.) et (iii) répondre, grâce à une flexibilité, aux opportunités d'affaires pouvant contribuer à l'atteinte de l'objectif de développement du projet.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 1 relative à l'amélioration de l'accès aux marchés dans les zones ciblées, il est prévu au titre de la sous-composante 1.1, la réhabilitation de km de routes rurales et la construction des ponts moyens reliant les principales zones de production agricoles aux principaux corridors. Sur les 800 km, 600 km se trouvent dans les zones ciblées des préfectures de Kindia et de Boké et, les 200 km dans d'autres zones pour permettre à des investissements agricoles privés spécifiques d'accéder aux marchés.

Sur les 600 km, 100 km ont été identifiés comme routes prioritaires qui ont fait l'objet de contrat d'études techniques de faisabilité pendant la phase préparatoire dans la Commune Rurale de Mambia- Préfecture de Kindia.

Le PDACG envisage à présent de réaliser les études techniques pour la réhabilitation de 500 km de routes rurales comprenant 75 km par la Technique de Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) dans la préfecture de Boké et Kindia.

Le Ministère de L'Agriculture et de L'Elevage, représenté par le Projet de Développement de l'Agriculture Commerciale en Guinée (PDACG) invite les firmes de consultants (« Consultants ») admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services. Les consultants intéressés doivent fournir en langue française les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services.

Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont :

**I- Expérience générale :**

- Le Consultant doit faire la preuve d'au moins dix (10) ans d'expériences générales attestées dans le domaine d'études techniques (APS et APD) y compris l'évaluation E&S, ainsi que dans l'élaboration de dossiers d'appel d'offres intégrant les aspects environnementaux et sociaux, des infrastructures ci-après :
  - de 250 Km de réhabilitation/ ouverture de pistes rurales ou de routes bitumées et la construction d'ouvrage de franchissement ; et
  - (ii) d'au moins 50 km de réhabilitation/ ouverture de pistes rurales ou de routes bitumées et la construction d'ouvrage de franchissement par la méthode de Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO).

**II- Expériences spécifiques :**

- Il doit présenter au moins cinq (5) références attestées d'études techniques (APS et APD) ainsi que dans l'élaboration de dossiers d'appel d'offres des infrastructures ci-après :

- d'au moins 250 Km de réhabilitation/ ouverture de pistes rurales ou de routes bitumées et la construction d'ouvrage de franchissement ; et
- (ii) d'au moins 50 km de réhabilitation/ ouverture de pistes rurales ou de routes bitumées et la construction d'ouvrage de franchissement par la méthode de Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) au cours des Dix (10) dernières années.

**III-Capacité technique et administrative de la firme (Agrément/ou organisation)**

Ce qui pourrait correspondre à la répartition ci-après : (i) Expérience générale... (25 points) ; Expériences similaires..... (65 points) ; et (iii) organisation... (10 points).

**Personnel**

Le personnel clé ne sera pas évalué lors de l'établissement de la liste restreinte. Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions des paragraphes 3.14, 3.16, et 3.17 de la Section III de : « BANQUE MONDIALE, Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) », Edition Septembre 2023, relatifs aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement ou d'un accord de sous-traitant. En cas de groupement, tous les membres de ce groupement restent conjointement et solidairement responsables de l'exécution de la mission au cas où le groupement sera sélectionné.

Un Consultant sera recruté selon la méthode de Sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC) en accord avec les procédures définies dans le Règlement de passation de marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque mondiale, Édition Septembre 2023.

Les Consultants intéressés peuvent obtenir les Termes de référence complets et des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures de bureau suivantes : du Lundi au Jeudi de 9 h 00 mn à 16 h 30 mn GMT et le Vendredi de 9 h 00 mn à 13 h 00 mn GMT.

Les expressions d'intérêt doivent être déposées ou transmises par courriel à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 23 Septembre 2024 à 10 h 00 mn GMT. Les enveloppes doivent (ou l'objet du mail) porter expressément la mention « Recrutement d'un cabinet/firme pour la réalisation des études techniques d'APS, d'APD et l'élaboration du dossier d'appel d'offres pour la réhabilitation de 500 km de routes rurales et la construction des ouvrages de franchissement dans les préfectures de Boké et Kindia ».

À l'attention de : Monsieur le Coordonnateur National du Projet de Développement de l'Agriculture Commerciale en Guinée (PDACG).

Les Candidats intéressés doivent obligatoirement s'enregistrer en ligne sur la plateforme de gestion des appels d'offres du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage à l'adresse : <https://offre.magel.gov.gn>.

**L'adresse dont il est fait mention ci-dessus est: Projet de Développement de l'Agriculture Commerciale en Guinée (PDACG), Immeuble Fella, 5ème étage, Quartier Camayenne, Commune de Dixinn, Tél : (+224) 628 89 66 80 Email : hamidoudiallo@magel.gov.gn avec copie obligatoire à : pdacg@magel.gov.gn et procurement@pdacg.org.gn**

**Fait à Conakry, le 06 Septembre 2024**





REPUBLIQUE DE GUINEE



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

PROJET DE PRODUCTION ALIMENTAIRE D'URGENCE EN GUINEE (PPAU/AEFPPF-GUINEE)

PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE CONTRATS DE CONSULTANTS DANS LE CADRE DES PROJETS FINANCES PAR LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

NOTE D'INFORMATION

Nom du Projet/Etude : Projet de Production Alimentaire d'Urgence en Guinée (PPAU/AEFPPF-GUINEE)  
 Numéro de Prêt/Don : 2100150043343/ 2100155042118  
 Nom de la Demande de Propositions (DDP) : NA  
 Méthode de sélection : Consultants individuels

Date de publication de l'AMI : 25 Mars 2024  
 Date de publication de la DDP : NA  
 Date d'ouverture des Manifestations d'intérêt : 12 Avril 2024 à 10h30  
 Date d'ouverture de la proposition financière : 12 Avril 2024  
 Date d'approbation par la Banque du projet de Contrat négocié : 15 Juillet 2024

Nom de l'attributaire du Contrat : Sidiki CONDE  
 Nationalité : Guinéen  
 Adresse : Tél : 623 44 80 66 E-mail : sidiki\_conde@yahoo.com  
 Montant du Contrat : 495 000 000 GNF/ HT  
 Date de démarrage du Contrat : 25 Aout 2024  
 Durée d'exécution du Contrat : 60 jours calendaires

Synthèse de l'objet du Contrat : RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR L'AUDIT ANNUEL DE PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DU PPAU 2023 et 2024.  
 Nombre total de soumissionnaires : 05

Pour chaque soumissionnaire : Voir tableau ci-dessous

N.B. : Tout consultant qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles sa proposition n'a pas été retenue doit en faire la demande à l'Agence d'exécution. En tout état de cause, la Banque se réserve le droit de faire examiner toute réclamation d'un soumissionnaire à tout moment à la suite de l'attribution du marché.

Renseignements sur les autres soumissionnaires

N°	DENOMINATION	Note obtenue	CLASSEMENT	PAYS
1	Dr Akibou Abaniché AKINDELE	97	2 <sup>ème</sup>	BENIN
2	Zongo Jean De Dieu HERMANN	50	5 <sup>ème</sup>	BURKINA FASO
3	Daniel OUAMOUNO	74,4	3 <sup>ème</sup>	GUINEE
4	Aboubacar Biro DIALLO	55	4 <sup>ème</sup>	GUINEE
5	Sidiki CONDE	100	1 <sup>er</sup>	GUINEE

Conakry le 4 Septembre 2024

Atigou BALDE



REPUBLIQUE DE GUINEE



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE GUINEENNE ET DE L'ENTREPRENARIAT AGRICOLE DES JEUNES (PATAG -EAJ)

PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE CONTRATS DE CONSULTANTS DANS LE CADRE DES PROJETS FINANCES PAR LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

NOTE D'INFORMATION

Nom du Projet/Etude : Projet d'Appui à la Transformation de l'Agriculture Guinéenne et l'Entreprenariat Agricole des Jeunes (PATAG-EAJ)  
 Numéro de Prêt/Don : 5900150002251/5900155014554  
 Nom de la Demande de Propositions (DDP) : NA  
 Méthode de sélection : Consultants individuels

Date de publication de l'AMI : 6 Février 2023  
 Date de publication de la DDP : NA  
 Date d'ouverture des Manifestations d'intérêt : 20 Février 2023 à 10h30  
 Date d'ouverture de la proposition financière : 19 Avril 2024  
 Date d'approbation par la Banque du projet de Contrat négocié : 17 Juillet 2024

Nom de l'attributaire du Contrat : Monsieur Kamba SYLLA  
 Nationalité : Guinéenne  
 Adresse : Tél : 628 166 974/ 655 346 215 E-mail : Skamba1957@yahoo.fr  
 Montant du Contrat : 330 000 000 GNF/ HT  
 Date de démarrage du Contrat : 25 Aout 2024  
 Durée d'exécution du Contrat : 45 jours calendaires  
 Synthèse de l'objet du Contrat : RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR L'ELABORATION DU PLAN DE GESTION DES PESTES ET PESTICIDES (PGPP)  
 Nombre total de soumissionnaires : 04  
 Pour chaque soumissionnaire : Voir tableau ci-dessous

N.B. : Tout consultant qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles sa proposition n'a pas été retenue doit en faire la demande à l'Agence d'exécution. En tout état de cause, la Banque se réserve le droit de faire examiner toute réclamation d'un soumissionnaire à tout moment à la suite de l'attribution du marché.

Renseignements sur les autres soumissionnaires

N°	Prénom (s) et Nom du Candidat	Score moyen	Rang	Pays
1	Sylla Kamba	95	1er	Guinée
2	Daniel OUAMOUNO	82	2 <sup>ème</sup>	Guinée
3	DIALLO Ibrahima Macka	55	3 <sup>ème</sup>	Guinée
4	KOIVOGUI Gabriel	22	4 <sup>ème</sup>	Guinée

Conakry le 4 Septembre 2024

Atigou BALDE



## MANO RIVER UNION UNION DU FLEUVE MANO AVIS DE VACANCE DE POSTE

### 1. Contexte :

Créé en 1973, l'Union du Fleuve Mano (UFM) est une organisation intergouvernementale composée de quatre États d'Afrique de l'Ouest : Sierra Leone, Libéria, Guinée et Côte d'Ivoire. Le siège de l'Union se trouve à Freetown, en Sierra Leone, avec des bureaux de coordination à Monrovia, Conakry et Abidjan.

L'UFM est à la recherche d'un Guinéen qualifié pour le poste suivant :

TITRE DU POSTE : Responsable Passation des Marchés  
CLASSIFICATION DU POSTE : Professionnel  
DUREE DU POSTE : Poste Permanent avec une période d'essai d'un an  
LIEU DE TRAVAIL : Freetown, Sierra Leone  
DATE DE : PUBLICATION : 9 septembre 2024

### 2. Description du poste :

Sous la supervision du Secrétaire Général Adjoint en charge de l'Administration et des Finances, le (la) Responsable Passation des Marchés assumera la responsabilité globale des achats de l'UFM et travaillera en étroite collaboration avec les équipes de projets pour veiller à ce que la gestion des achats des projets soit conforme aux lignes directrices de l'UFM en matière d'achats et à celles des partenaires.

### 3. Fonctions et responsabilités :

- Concevoir et mettre en place un système de gestion des Processus de Passations des Marchés pour l'UFM en fonction des directives et des procédures de l'UFM pour la conduite des achats de biens, de travaux et de services ;
- Assurer la pleine conformité des activités d'achats avec les politiques et procédures financières et comptables de l'UFM ;
- Mettre en place un système de suivi de la gestion des marchés pour l'UFM afin de contrôler la mise en œuvre des activités de passation de marchés ;
- Préparer les contrats pour les programmes et projets, effectuer les négociations requises, assurer la gestion des contrats et des relations avec les fournisseurs, la gestion des questions légales et des conditions de paiement, l'évaluation des risques et l'évaluation des performances (monitoring de la performance des fournisseurs en ce qui concerne la qualité et les délais de livraison des biens et services) ;
- Veiller à l'utilisation des documents standard de l'UFM en matière de passation de marchés pour la préparation des documents d'appel d'offres et des demandes de propositions (DP), la Demande de Consultation des Fournisseurs (DCF), des lettres d'invitation et des clarifications / modifications à la documentation requise dans le processus de Passation des Marchés pour l'UFM ;
- Diriger et faciliter les différents processus de passation de marchés, y compris l'évaluation des offres, la préparation des procès-verbaux des comités d'évaluation et des réunions de négociation, les rapports d'évaluation, les décisions d'attribution des contrats, etc. ;
- Préparer les plans annuels de passation de marchés de l'UFM selon le modèle, les spécifications et les exigences approuvés ;
- Assurer la gestion effective des processus des Appels d'Offres pour une livraison efficace et dans les délais des fournitures et des services comme défini dans le plan d'achat ;
- Préparer et soumettre les rapports d'évaluation et Contrats à la Commission de Passation des Marchés pour approbation ;
- Établir un registre des fournisseurs et consultants qualifiés et le mettre à jour périodiquement afin de faciliter les annonces, les appels d'offres et l'établissement de listes restreintes, le cas échéant ;
- En consultation avec les bénéficiaires, coordonner la préparation des termes de référence (TDR) et des spécifications techniques en utilisant la documentation standard, selon les recommandations ;
- Assurer une gestion efficace et efficiente de tous les contrats signés avec des mécanismes adéquats pour surveiller l'exécution des contrats ;
- Faciliter les processus de passation de marchés, y compris les procédures d'appel d'offres nationales, sous-régionales et internationales, en veillant au respect du seuil des méthodes de passation de marchés convenues ;
- Assurer une gestion efficace et efficiente de tous les contrats signés avec des mécanismes adéquats pour surveiller l'exécution des contrats ;
- Préparer les rapports mensuels, trimestriels, semestriels et annuels des Passations de Marchés ;

- Participer aux réunions de la commission de Passation des Marchés en veillant à ce que les décisions en matière de passation de marchés soient conformes aux exigences de l'UFM en la matière et, le cas échéant, à la législation nationale ou aux accords de projet. En outre, il/elle veillera à ce que les critères pertinents et la capacité à respecter les conditions soient prise en considération lors de l'évaluation des offres ;
- Mettre en place et tenir à jour un système central de classement des marchés (à la fois électroniquement et manuellement), et veiller à ce que tous les documents connexes soient inclus dans les dossiers respectifs, afin de faciliter la récupération des informations et de permettre aux auditeurs externes indépendants ou aux agents autorisés de vérifier le processus de passation des marchés ;
- Assurer le classement des dossiers pour les besoins d'audit. Mettre en œuvre les recommandations des audits internes et externes s'assurant que des mesures correctives sont mises en œuvre ;
- S'acquitter de toutes autres tâches spécifiques pertinentes qui pourraient lui être confiée par le Secrétaire Général de l'UFM.

### 4. QUALIFICATIONS :

- Diplôme de Master (BAC+5) ou de Licence (BAC+4) avec une expérience avérée en Finances, Economie, Achats et Logistiques, en Gestion des marchés publics, en Administration des Affaires ou dans un domaine relatif ;
- Un minimum de cinq ans d'expérience dans la gestion des achats ;
- Bonne connaissance des principes et des techniques d'achat ;
- Capacité à négocier et à finaliser des accords avec les fournisseurs ;
- Capacité à analyser les besoins en matière d'achats et à recommander des solutions efficaces ;
- Maîtrise des outils Microsoft (Excel, Word, Outlook, etc.) et des logiciels de gestion des achats ;
- Bonne capacité de communication, capacité à résoudre des problèmes et à travailler en équipe ;
- Très bonnes compétences en matière de gestion du temps et capacité à effectuer plusieurs tâches à la fois, à travailler sous pression et à respecter les délais ;
- Connaissance de la réglementation et des normes en matière d'achats ;
- Connaissance des règles de passation des marchés des partenaires et donateurs tels que la BAD, le système des Nations unies, l'UICN, l'USAID, etc. ;
- Capacité à travailler de manière indépendante et proactive ;
- Bonne capacité d'analyse et sens de l'organisation ainsi que le souci pour du détail est nécessaire ;
- Bonne maîtrise du français, tant à l'oral qu'à l'écrit est obligatoire ;
- Bonne maîtrise de l'anglais tant à l'oral qu'à l'écrit est un avantage comparatif.

### 5. SOUMISSION DES CANDIDATURES ET DATES LIMITES :

Les dossiers de candidatures doivent parvenir par courrier électronique ou postal au Secrétariat de l'UFM au plus tard le lundi 30 septembre 2024 à 12h00 avec la mention "RESPONSABLE DE PASSATION DES MARCHES" dans l'objet du message ou sur l'enveloppe sous pli fermé, à l'adresse ci-dessous :

Secrétariat de l'Union du Fleuve Mano,  
32 S Fudia Terrace, Spur Loop, Wilberforce,  
Freetown, PM Bag 133  
République de Sierra Leone

Tél : +224 627-49-17-17 / +232 75-912-955 / +232 77-275-613

Adresse électronique : [job@mru.int](mailto:job@mru.int)  
Copie : [kjano@mru.int](mailto:kjano@mru.int) / [mdioumessy@mru.int](mailto:mdioumessy@mru.int)

L'UFM est une institution qui offre l'égalité des chances à tous. Par conséquent, les femmes possédant les qualifications requises sont vivement encouragées à présenter leurs candidatures.

NB. Seules les candidats (es) présélectionnés (es) seront contactés (es).

## Intégration économique ouest-africaine : le ministre Mourana Soumah prend les rênes du Conseil de Convergence de la ZMAO



La 52e réunion du Conseil de Convergence de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) a pris fin ce vendredi 13 septembre à Conakry, en présence du Premier ministre Bah Oury, accompagné des ministres de l'Économie, des Finances et du Plan et de la Coopération internationale. Au cours de cette rencontre, le ministre de l'Économie et des Finances guinéen a été élu président du Conseil de convergence de la ZMAO. Ainsi, après son élection, le ministre Mourana Soumah a réaffirmé l'engagement de la Guinée à poursuivre les efforts d'intégration africaine. Il a souligné l'importance de cette session pour relever les

défis liés aux critères de convergence et identifier les solutions politiques adaptées pour renforcer les performances économiques. Le Ministre a aussi exprimé sa confiance dans la coopération entre les États membres, tout en assurant que le gouvernement guinéen examinera attentivement les résultats de cette réunion.

Le ministre guinéen de l'Économie et des Finances a promis de renforcer les efforts d'intégration africaine. Il a mis l'accent sur les défis économiques et la nécessité d'une coopération régionale. Il a assuré que son Gouvernement examine-

ra les résultats de la réunion pour le bien-être des populations.

De son côté, le Premier ministre, Bah Oury, a déploré l'insuffisance des efforts dans la construction de l'intégration monétaire en Afrique de

l'Ouest, malgré l'institution de la ZMAO il y a plus de 30 ans. Il a aussi déploré que les critères de convergence, établis depuis longtemps, n'aient pas été respectés par la plupart des États de la région, en raison de diverses crises politiques et économiques. Le Premier ministre a insisté sur le fait que la question monétaire doit être abordée de manière objective, sans émotion, en tenant compte des réalités économiques

des pays concernés. Il a appelé à une volonté politique forte de tous les États membres pour réussir l'intégration économique et monétaire, soulignant que d'autres régions ont réussi en alignant leurs efforts sur leurs intérêts majeurs.

Selon lui, depuis trois ans, sous la direction du Général Mamadi Doumbouya, un effort est en cours pour surmonter les obstacles internes à la mobilisation des recettes intérieures, un élément clé de la souveraineté nationale. Le manque de prise en compte des intérêts du pays par certaines administrations freine cette mobilisation, mais des progrès sont

attendus dans les mois à venir, espère le Premier ministre.

Par ailleurs, le Vice-Gouverneur de la Banque Centrale de Guinée a présenté le rapport des travaux des différentes commissions recommandant des seuils plus élevés pour les critères de convergence de la ZMAO, et une éventuelle collaboration avec la Cedeao et d'autres institutions pour les ajuster. Il est suggéré aussi d'harmoniser ces critères avec ceux du FMI afin de mieux évaluer la convergence et de renforcer la résilience économique des États membres.



## Coyah : le contenu de 10 camions remorques de faux médicaments, incinéré



Dans la lutte sans relâche que mènent les autorités de la transition, contre la vente des médicaments

falsifiés ou impropres à la consommation, une nouvelle opération d'incinération de contrefaçons

de médicaments s'est déroulée, jeudi 12 septembre 2024, à Tabily dans la préfecture de Coyah.

Transportés par dix camions remorques depuis le camp de la gendarmerie nationale de Sonfonia, ces produits pharmaceutiques illégaux ont été déchargés par des manutentionnaires, avant d'être incinérés par les forces de défense et de sécurité, sous la supervision d'un huissier de Justice.

Cette action a été coordonnée par le Comité technique national de lutte contre les pratiques médicales et paramédicales illégales, le trafic et

la contrefaçon de médicaments et autres produits de santé.

**Guineenews**



# ELECTRICITÉ DE GUINÉE EDG

## A CHACUN SON COMPTEUR

*je paie ce que je consomme*



ELECTRICITE  
DE GUINÉE

